

# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## LE CAPITALISME MENE L'HUMANITE A SA PERTE

### Seul le prolétariat peut l'en empêcher

■ Le monde capitaliste sombre jour après jour dans un chaos toujours plus hallucinant. Chaque mois qui s'écoule, avec son lot de tueries absurdes, de famines, de misère de plus en plus atroce pour des masses croissantes de prolétaires, pose de façon toujours plus aiguë la question : vers où va la société ? La situation actuelle porte-t-elle une quelconque perspective d'avenir pour l'humanité ?

En effet, depuis l'effondrement du bloc de l'Est, la situation mondiale s'est aggravée à une vitesse vertigineuse. Tous les discours bourgeois sur la prétendue nouvelle "ère de paix" qu'était censée ouvrir la fin de la guerre froide entre l'URSS et les USA, ont très rapidement cédé la place à l'inquiétude dans les rangs de la classe dominante. Inquiétude face à l'effroyable chaos politique, économique et social qui se déchaîne dans ce territoire désormais ingouvernable de l'ex-Etat soviétique. Inquiétude face au risque de prolifération nucléaire menaçant de transformer la planète en une véritable poudrière atomique que les USA eux-mêmes sont incapables de contrôler totalement. Inquiétude face au danger de déstabilisation des pays centraux du capitalisme, ceux d'Europe occidentale, menacés par une "invasion" de gigantesques masses d'immigrés fuyant la misère et les massacres des Etats en pleine décomposition.

Le voilà ce monde de "paix" dont on nous a tant rebattu les oreilles au moment où s'effondrait le mur de Berlin, sous les cris d'euphorie d'une population en liesse : plusieurs centaines de milliers de cadavres enfouis sous les tapis de bombes de la guerre du Golfe ; des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants massacrés en Yougoslavie dans une guerre civile absurde attisée par les grandes puissances "démocratiques" ; poursuite des conflits inter-eth-

niques dans les républiques de l'ex-URSS (Géorgie, Azerbaïdjan) et des tueries entre cliques rivales en Afrique (notamment au Tchad et au Zaïre) entretenues par la concurrence entre les intérêts impérialistes de la France et des USA... Et ce sabbat infernal de feu et de sang se perpétue aujourd'hui encore avec la reprise, ces dernières semaines, des massacres au Moyen-Orient où, d'année en année, la "pax americana" s'est avérée incapable de stabiliser la situation dans cette région.

Mais l'effroyable réalité de la guerre n'est pas le seul élément de la situation présente à balayer aujourd'hui tous les mensonges "pacifistes" déversés par la bourgeoisie au lendemain de l'effondrement du bloc de l'Est. Dès à présent, on voit les chantages de l'économie de marché déchanter devant le prétendu "avenir radieux" que le modèle occidental devait enfin ouvrir à l'humanité. S'ils sont contraints maintenant de mettre un bémol à tous les discours triomphalistes sur la "victoire du capitalisme libéral sur le communisme", c'est bien parce que la réalité de la crise économique mondiale vient désormais apporter un démenti cinglant à toutes ces balivernes. Et ce n'est pas seulement dans l'ex-empire soviétique que, en se substituant au capitalisme d'Etat stalinien, le capitalisme "libéral" est synonyme de misère accrue, de famine, de chômage pour des dizaines de millions de prolétaires. En venant frapper maintenant de plein fouet le coeur-même du système capitaliste, l'aggravation catastrophique de la crise plonge désormais les pays les plus "riches", et en premier lieu la première puissance mondiale, dans une récession d'une ampleur et d'une profondeur inégalées depuis les années 30. Il ne se passe en effet plus un seul jour sans que les chiffres officiels n'annoncent partout des licenciements massifs, no-

tamment dans les secteurs de pointe, des fermetures d'usines, des suppressions d'emplois (en particulier dans le secteur public), une croissance régulière et continue des taux de chômage dans tous les pays hautement industrialisés. Cette explosion du chômage, cette avalanche de licenciements qui déferlent aujourd'hui sur le prolétariat d'Europe occidentale et d'Amérique sont les signes les plus patents de la faillite irrémédiable d'un système qui, faute de pouvoir écouler sa production sur un marché mondial de plus en plus restreint, n'a désormais pas d'autre alternative que de plonger des masses croissantes d'exploités dans une misère quasi totale, en leur imposant des privations et des souffrances comme jamais ils n'en avaient subies depuis la seconde guerre mondiale.

Voilà ce que valent toutes les belles promesses de la bourgeoisie : en guise de "paix" et de bien-être pour l'humanité, ce nouvel ordre mondial issu de la disparition du bloc de l'Est, c'est l'enfoncement de tout le système capitaliste dans des convulsions de plus en plus brutales, portant avec elles un chaos et une barbarie sans limite.

Face à cette terrifiante perspective, c'est à de nouvelles mystifications que le prolétariat mondial est aujourd'hui confronté. En effet, alors qu'aucun avenir ne se profile sous les auspices d'un capitalisme en pleine putréfaction, que nous demande encore la classe dominante ? Rien de moins que de continuer à lui faire confiance ! Ainsi, depuis plusieurs mois, on nous appelle à défendre la démocratie en danger partout dans le monde, à nous battre aux côtés de nos propres exploités pour sauver ce "bien inestimable" qu'est l'Etat démocratique bourgeois. Partout, on brandit l'épouvantail des partis extrémistes (tel le FIS en Algérie ou le Front National en France) pour alimenter les campagnes démocratiques de tous poils. C'est au nom de la lutte pour cette démocratie, si chère aux principaux dirigeants de ce monde, qu'on nous appelle une fois encore à nous battre sur le terrain pourri des élections. En déployant toute cette propagande idéologique, la bourgeoisie ne vise qu'un seul but : continuer à détourner les prolétaires de leurs véritables préoccupations, les dévoyer de leur propre terrain de lutte et de leur propre perspective de renversement de l'ordre capitaliste.

Ainsi, la situation historique que nous vivons aujourd'hui pose plus que jamais des enjeux d'une extrême gravité pour le prolétariat. Parce qu'il est la classe exploitée, la classe qui produit l'essentiel des richesses de la société, la classe dont les intérêts sont antagoniques à ceux du capital, le prolétariat est la seule force porteuse d'avenir pour l'humanité. Mais pour pouvoir renverser ce système moribond et édifier un monde nouveau, les prolétaires ne doivent compter que sur eux-mêmes, sur leur unité, leur solidarité, leur autonomie de classe. Ils doivent d'abord se détourner de toutes les campagnes (pacifistes, démocratiques, électorales, anti-communistes, anti-racistes, etc...) destinées à les paralyser, à empoisonner leur conscience et à les détourner du seul terrain qui soit le leur : celui de la lutte acharnée contre tous les sacrifices que le capitalisme en faillite cherche à leur imposer. C'est en se battant pied à pied et TOUS UNIS pour la défense de leurs propres conditions d'existence, contre l'austérité, la misère, le chômage qu'ils prendront conscience des formidables enjeux de leur combat et trouveront la force d'abattre le Moloch capitaliste avant qu'il ne dévore toute l'espèce humaine.

Ce combat titanesque que l'histoire fait reposer sur ses épaules, le prolétariat peut et doit l'assumer jusqu'au bout.

Avril

## LE MENSONGE DU DESARMEMENT

### La barbarie de la bourgeoisie n'a pas de limite

■ Naguère, la bourgeoisie organisait régulièrement des "sommets" sur le désarmement qui constituaient, invariablement, de nouvelles étapes dans l'escalade pour la course aux armements entre les deux "superpuissances" impérialistes : les USA et l'URSS.

Après la désintégration du bloc de l'Est et de l'URSS elle-même, voilà qu'aujourd'hui les grands de ce monde se déclarent prêts à envoyer à la casse une partie de leur coûteux arsenal meurtrier. On nous refait le coup d'une "rencontre au sommet" Bush-Eltsine, et Bush propose spectaculairement de réduire de cinquante milliards de dollars en cinq ans, le budget militaire américain, en éliminant notamment bon nombre de ses missiles. Dans la foulée, Eltsine annonce d'autres initiatives impressionnantes, comme l'arrêt de la production de bombardiers et l'élimination d'un cinquième des têtes nucléaires russes. Parallèlement, la France, l'Allemagne ou le Japon font assaut de déclarations pacifistes en proclamant la nécessité de limiter et de contrôler l'armement nucléaire et stratégique mondial.

Qu'est-ce que cela signifie ? A les entendre, la menace d'un conflit Est-Ouest s'étant volatilisée avec la disparition du bloc de l'Est, la voie serait désormais ouverte à la paix et au désarmement. Rien n'est plus faux ! La réalité est tout autre. Ils osent prétendre, les Bush, Mitterrand, Eltsine, Kohl et consorts, qu'ils sont les porteurs d'un monde de paix et qu'ils veulent désarmer la planète. Ce sont tous des menteurs et leur hypocrisie est sans borne ! Ces pseudo-champions du pacifisme ont des motivations bien différentes.

#### LE MENSONGE DES INTENTIONS PACIFIQUES DES GRANDES PUISSANCES...

La nouvelle situation historique a en fait plongé le monde capitaliste dans un chaos grandissant. Expression saisissante de ce chaos, l'explosion de l'URSS, entre autres manifestations de la décomposition de la défunte "armée rouge", a im-

pliqué que le gigantesque arsenal nucléaire accumulé par cette ancienne puissance militaire de premier plan est aujourd'hui disputé entre quatre "Etats indépendants" au sein de la fragile CEI (l'Ukraine est par exemple devenue la troisième puissance nucléaire mondiale, derrière la Russie). Cet énorme potentiel de destruction se trouve, de ce fait, de plus en plus incontrôlé (voir article p. 3).

La fin de la division du monde en deux blocs rivaux n'a de surcroît nullement entraîné une atténuation de la politique impérialiste des Etats. Au contraire, elle a suscité un peu partout le réveil de nouveaux appétits impérialistes, poussant chaque puissance, de la plus petite à la plus grande, vers le "chacun pour soi" et à développer sa propre puissance militaire.

C'est ainsi que des Etats comme l'Irak, l'Afrique du Sud, la Corée du Nord ou le Pakistan entre autres, détiennent ou sont en passe de détenir des armes nucléaires (dont les composants et la technologie ont été vendus, à tour de bras et sans vergogne, durant des années par les plus grandes puissances...). Certaines de ces puissances de moyenne importance, telles l'Inde et le Pakistan, sont même prêtes à se taper dessus à coups de bombes atomiques.

Les risques de dissémination du terrifiant arsenal de la CEI comme les dangers de prolifération nucléaire dans tous les coins de la planète, ne peuvent que représenter une menace considérable d'aggravation du chaos mondial. Toutes les grandes puissances, Etats-Unis en tête, ont donc un intérêt majeur à lutter contre l'instauration d'une telle anarchie qui engendrerait pour elles, des problèmes difficilement maîtrisables et toutes ont un intérêt commun au contrôle nucléaire de la poudrière russe et au désarmement des autres puissances de seconde zone. C'est pour cela qu'on a vu les offres de services empressées de la bourgeoisie française (qui se vante d'être particulièrement "performante" dans ce do-

(SUITE PAGE 2)

#### SOMMAIRE

<b>SITUATION INTERNATIONALE</b>	
. Moyen-Orient : la paix impossible	.... p. 2
. Casques bleus en Yougoslavie	..... p. 2
. ex-URSS : après la dislocation, le chaos sanglant	..... p. 3
. Algérie : c'est toujours la dictature de la bourgeoisie	..... p. 5
. Réfugiés haïtiens	..... p. 5
<b>FRANCE</b>	
. Elections : terrain de la bourgeoisie	p. 4
. Mitterrand veut transformer les ouvriers en chair à canon	..... p. 4
. "L.O." vole au secours de la CGT	..... p. 4
. "Affaire Habache"	..... p. 5
<b>POLEMIQUE AVEC LA CWO</b>	..... p. 6
<b>CUBA N'A JAMAIS ETE SOCIALISTE</b>	..... p. 7



## LA BARBARIE DE LA BOURGEOISIE N'A PAS DE LIMITE

(SUITE DE LA PAGE 1)

maine) pour dénucléariser les têtes de missiles dans la CEI.

Ce n'est nullement en fonction d'intentions pacifiques ou humanitaires désintéressées qu'elles cherchent à combattre le chaos, mais elles sont seulement guidées par la défense de leurs sordides intérêts impérialistes nationaux. C'est d'ailleurs pourquoi la bourgeoisie américaine, forte de sa suprématie mondiale qu'elle a démontrée et réaffirmée sur le terrain militaire il y a un an lors de la guerre du Golfe, entend rester le maître du jeu et se pose en leader de cette croisade. C'est elle qui impose ses règles, qui dicte la manœuvre et choisit les moyens de pression. C'est elle qui a imposé un traité de dénucléarisation entre les deux Corées, le contrôle des programmes et des sites nucléaires, hier de l'Irak (après la guerre du Golfe) mais aussi de l'Argentine ou du Brésil aujourd'hui, la suppression de l'aide économique au Pakistan...

De même, les accords entre Bush et Eltsine affirment clairement la volonté de l'Etat américain de placer le processus de désarmement de la CEI sous son contrôle unilatéral et exclusif.

Lors de son discours sur l'état de l'Union le 28 janvier, Bush déclarait sans équivoque : "Certains disent que maintenant nous pouvons nous détourner du monde, que nous n'y avons pas de rôle spécial. Mais nous sommes les Etats-Unis d'Amérique, le leader de l'Occident qui est devenu le leader du monde... Le monde est encore plein de dangers. Et, bien que les défis d'hier soient derrière nous, ceux de demain naissent à peine".

### ... ET LA REALITE D'UNE LUTTE IMPERIALISTE SANS MERCI ENTRE ELLES

Pour les Etats-Unis en effet, le problème ne se limite pas à cela. Leur intérêt particulier est de continuer à défendre de façon préventive leur statut de première puissance impérialiste mondiale, face à une situation où les autres grandes puissances sont poussées à renforcer leurs positions impérialistes et leur potentiel militaire, d'autant plus que certaines d'entre elles contestent de plus en plus ouvertement l'hégémonie américaine.

Ainsi, le Japon tente de reconquérir un potentiel militaire : il a notamment posé sa candidature aux opérations militaires de l'ONU et a commencé à inonder le marché mondial en fournitures de matériel militaire ; plus sérieusement encore, l'Allemagne entend profiter quant à elle, du poids de la défense française en Europe occidentale en signant avec le gouvernement français des accords de coopération militaire dans le cadre d'une "défense européenne" (constitution d'un corps d'armée et d'un programme spatial en commun, projet d'un hélicoptère de combat "Eucopter" franco-germanique, vente par Dassault de "Rafales" à l'Allemagne, etc...)

Confrontés à la multiplication de telles entreprises où s'exercent des tentatives de reconstituer à terme un bloc impérialiste concurrent, les Etats-Unis cherchent à imposer un diktat aux autres grandes puissances en les forçant elles aussi à désarmer. Or, aucune d'entre elles n'est disposée à désarmer.

Dans ce sens, la réduction des dépenses militaires avancée par Bush ne correspond bien évidemment pas à un relâchement quelconque d'une pression militaire américaine toujours plus indispensable, mais à une rationalisation de la production d'armements en priorité destinée à accentuer sa suprématie mondiale en ce domaine et à renforcer la dépendance militaire des autres grandes puissances vis-à-vis des Etats-Unis. Il ne faut pas se leurrer sur la portée économique stricte de cette mesure (qui ne soulagera le déficit budgétaire record des Etats-Unis que de 2,5 % alors qu'elle implique le licenciement de 480 000 salariés dans l'industrie

d'armements !) et ne doit pas faire oublier que le budget américain en matière de défense est passé de 143 à 310 milliards de dollars en douze ans (entre 1980 et 1991).

Il s'agit en fait d'éliminer ou de réduire fortement un type d'armements stratégiques devenu parfaitement caduc à travers la fin de "la menace d'agression soviétique" qui en constituait le principe : missiles balistiques intercontinentaux, missiles de croisière, bombardiers "furtifs" ou production d'ogives à têtes multiples. En même temps, le programme militaire américain est réorienté sur la "guerre des étoiles" dont le budget doit passer de 3,10 à 4,36 milliards de dollars en 1992 et surtout à 7 milliards de dollars pour chaque année suivante ! En fait, ce programme qui est fondé sur la surveillance, la détection et le contrôle permanents par satellite de la moindre parcelle de terrain va permettre à la bourgeoisie américaine d'assurer avec le maximum d'efficacité son rôle de gendarme du monde, d'autant qu'il est assorti du remplacement d'unités terrestres au profit du développement de forces d'actions rapides prêtes à intervenir en n'importe quel lieu. C'est une nouvelle démonstration de la supériorité militaire écrasante de cette bourgeoisie américaine, étant la seule à pouvoir mettre en oeuvre et gérer un tel projet. Elle dispose également ainsi d'un formidable instrument de contrainte sur les autres grandes puissances, non seulement parce que celles-ci se trouvent placées sous une étroite surveillance mais aussi parce qu'elles devront s'y "associer" et se soumettre pour y apporter toutes les contributions que les Etats-Unis leur demanderont : technologiques, financières et surtout "opérationnelles" au nom de la "sauvegarde de la paix mondiale".

### QUELLE PAIX ? QUEL DESARMEMENT ?

"Empêcher la dissémination de l'armement" ? Avec l'aggravation du chaos mondial, ce contrôle tend à échapper de plus en plus aux grandes puissances. Pour prendre un seul exemple : les rivalités d'intérêts militaires au sein de la CEI poussent inévitablement Eltsine, au-delà de ses déclarations d'intention, à développer davantage l'armement russe comme on le voit dans le contentieux explosif avec l'Ukraine sur la flotte de la mer Noire et la Crimée.

De plus, même pour réduire seulement de moitié l'arsenal nucléaire actuel de l'ex-URSS (de 33 000 à 35 000 têtes nucléaires, sans compter les charges plus anciennes des missiles obsolètes datant des années soixante), il faudrait d'après les spécialistes au moins une dizaine d'années.

"Le désarmement des grandes puissances" ? La pression exercée par les Etats-Unis en ce domaine ne peut que pousser vers des tensions impérialistes plus fortes, qui sont un facteur d'aggravation du chaos mondial (voir "R I" n° 209, février 1992).

En outre, la récente publication (le 18 février) de sept scénarios de conflits armés mis au point par le Pentagone qui pourraient entraîner une intervention américaine au cours des dix prochaines années est destinée à prouver la nécessité d'un niveau de défense élevé pour la période 1994-1999 et pourrait même remettre en question la prochaine fameuse réduction des dépenses militaires annoncée à grand fracas.

Entre tous ces requins impérialistes moins que jamais, l'heure n'est ni à la paix, ni à la diminution du poids du militarisme sur la société.

Ils nous parlent d'avenir de paix, mais c'est l'horreur qu'ils nous préparent ! Dans ce monde monstrueux dominé par le chaos et les tensions impérialistes, chaque puissance est inéluctablement poussée à développer et renforcer son programme militaire aux dépens des autres en vue de confrontations de plus en plus nombreuses et directes, précipitant toujours davantage l'humanité vers le chaos et la barbarie guerrière.

YD  
28.02.92

## LIBAN

## LA PAIX IMPOSSIBLE

■ La guerre du Golfe et son demi-million de victimes a eu lieu - nous a-t-on dit - pour sauver la "paix" et le "droit international". Et la preuve que ce bain de sang était le signal d'une "nouvelle ère de paix" et de "stabilité", sinon dans le monde au moins dans la région, c'était - nous a-t-on encore dit - l'ouverture de la fameuse "conférence pour la paix au Moyen-Orient" qui, sous la houlette des USA, allait enfin mettre un terme à des décennies de guerre ouverte ou larvée dans la région.

A quelques jours de l'ouverture du round de Washington de ces fameuses négociations, les événements du Liban Sud sont venus montrer ce que vaut ce genre de discours, ce que vaut cette prétendue paix et à quel point celle-ci est un mythe dans le capitalisme aujourd'hui en décomposition.

Cette région du monde est à ce point en train de "se pacifier" que la guérilla terroriste, au moyen de laquelle les fractions extrémistes de l'Etat palestinien, en mal de territoire, défendent leurs intérêts de petits gangsters impérialistes, n'a cessé de s'intensifier ces derniers mois. Plus encore, on est tellement en train de chercher une solution "négociée", qu'il a suffi d'un attentat "de trop", causant la mort de 3 soldats israéliens, pour que, en quelques jours, l'escalade des représailles prenne la forme d'une guerre ouverte, et pour que, une fois de plus, le Liban serve de terrain d'affrontements aux gangsters impérialistes locaux.

Raids punitifs israéliens contre quelques camps palestiniens au Liban Sud, attaque aérienne contre un convoi du Hezbollah et élimination de son chef Cheik Abbas Mousaoui et de sa famille, représailles immédiates de la milice chiite par des tirs de roquettes sur l'Etat hébreu et finalement offensive de Tsahal dont les colonnes de blindés pénètrent au Liban au delà de la "zone de sécurité" qu'elle occupe, transformant les villages alentour en champs de bataille, les arrosant d'un tir d'obus incessant et provoquant un exode de la population paniquée. En face, mobilisation générale dans le panier de crabes des bandes armées libanaises : non seulement le Hezbollah pro-iranien, dont les miliciens affluent du nord du pays, mais même les milices pro-syriennes, en principe désarmées depuis les accords de Taëf et dont le parrain s'appête à venir "discuter" à Washington, sont lancés sur le champ de bataille. Bilan, dès le premier jour de l'offensive israélienne : une trentaine de victimes dont les deux tiers de civils.

Lorsque les blindés de Tsahal se retirent, une chose est claire : cela n'est pas fini. Non seulement, la guérilla du Hezbollah et ses tirs de roquettes sur Israël continuent, mais l'Etat hébreu annonce la couleur : de nouvelles opérations sur le Liban Sud "ne sont pas exclues".

Ce que ces événements révèlent ouvertement, c'est que tous les "plans de paix" du monde, même ceux concoctés et imposés par la première puissance mondiale avec tous ses moyens de pression, n'empêcheront pas, au Moyen-Orient comme ailleurs, la logique du capitalisme en décomposition de suivre son cours "naturel" : celui du déchaînement du militarisme et du chaos.

Non seulement les "exclus" des négociations de Washington, qui ont tout à perdre à ce que celles-ci aboutissent, tels que les fractions palestiniennes radicales, n'auront d'autre politique que celle d'intensifier leurs actions terroristes de déstabilisation, mais même ceux qui ont accepté de s'asseoir à la table des négociations, n'hésitent pas, comme la Syrie, à jouer sur les deux tableaux, en entretenant des bandes armées prêtes à saisir toute occasion de gagner du terrain sur le plan directement militaire. Enfin Israël, qui constitue certainement le plus grand bénéficiaire des pourparlers en cours et qui reste en quelque sorte le "chouchou" des Etats-Unis dans cette foire d'empoigne, n'a nullement l'intention de renoncer à défendre ses intérêts de la seule manière qui soit efficace : le militarisme et la guerre. En envoyant ses blindés au Liban Sud, l'Etat hébreu entend d'abord bien faire comprendre que son renoncement à riposter aux attaques irakiennes pendant la guerre du Golfe n'était qu'une parenthèse, et qu'il ne tient pas du tout à se laisser dicter par Washington la politique à tenir face aux agressions de ses voisins, qu'il s'agisse de SCUD ou d'attentats terroristes palestiniens. D'autre part, il n'a, pas plus que les autres, renoncé à ses visées impérialistes sur le Liban, et l'opération récente est là pour faire comprendre non seulement qu'il n'est pas question pour lui de se retirer de la zone qu'il occupe dans ce pays, mais qu'il espère bien élargir cette zone d'occupation à la première occasion.

Pas étonnant dans ces conditions que les USA ait riposté à cette insolence israélienne en remettant immédiatement en cause les accords sur l'aide financière à Tel-Aviv et ait mis cette aide dans la balance des négociations de Washington. Mais ce nouveau coup de semonce américain, si il peut avoir des effets dans l'immédiat, ne sera pas plus que les précédents capables de contenir la tendance de fond : celle du déchaînement du "chacun pour soi" et de l'affrontement ouvert entre les truands impérialistes locaux. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler qu'il y a moins d'un an, la première puissance mondiale n'avait pas hésité à employer des moyens d'une toute autre ampleur pour imposer son ordre dans la région, en déchaînant la boucherie du Golfe. Ce coup de frein là avait réussi à calmer les ardeurs impérialistes locales quelques mois. Aujourd'hui il est déjà oublié et le chacun pour soi reprend ses droits.

La bourgeoisie aura beau faire, elle n'empêchera pas son système de sombrer chaque jour un peu plus dans le chaos.

PE

## CASQUES BLEUS EN YOUGOSLAVIE

### Les pousse-au-crime au chevet de leurs victimes

■ L'ONU vient de prendre la décision de déployer ses "forces de maintien de la paix" en Yougoslavie alors que la guerre qui s'y déroule a déjà fait près de 20 000 morts. Depuis huit mois que les massacres se perpétuent, cette organisation de gangsters n'avait même pas levé le petit doigt. Et on ose nous dire aujourd'hui qu'on envoie 14 000 hommes pour une "mission pacificatrice et humanitaire" au nom de "la solidarité internationale pour ces malheureuses populations martyres".

Si l'ONU n'a pas bougé pendant tout ce temps, c'est parce que les grandes puissances qui la dominent, en particulier les USA, n'ont pas cessé de mettre en avant leurs divergences d'intérêts, de laisser libre cours à leurs rivalités impérialistes par Serbes ou Croates interposés. Ainsi alors que depuis le début du conflit, l'Allemagne mettait en avant ses prétentions impérialistes en soutenant les sécessions de la Slovénie et surtout de la Croatie, les USA faisaient tout pour contrecarrer ses plans en laissant la Serbie "faire le ménage" et en torpillant toutes les tentatives notamment celle de la CEE, de mettre fin à la guerre. Aujourd'hui, après l'étalement des dissensions et de l'impuissance de l'Europe occidentale et avec l'échec patent des tentatives de la bourgeoisie allemande, la première puissance mondiale est parvenue à ses fins. Elle n'a plus besoin de "laisser pourrir la situation". Elle peut alors investir officiellement l'ONU de la mission d'assurer le contrôle de la situation "sur le terrain".

Par contre, souvenons-nous du zèle empressé avec lequel les USA faisaient voter le conseil de sécurité de l'ONU, résolution sur résolution, pour condamner l'Irak pendant les six mois qui ont précédé la guerre du Golfe. Souvenons-nous des pressions énormes qu'ils ont exercées pour amener tous les pays, et en particulier les autres grandes puissances, à voter

et à imposer un embargo qui réduisait la population irakienne à la famine.

Souvenons-nous enfin de la précipitation avec laquelle la "tempête du désert" a été déclenchée (une fois les préparatifs militaires terminés et toutes les réticences muselées) occasionnant la plus effroyable des tueries. A travers l'ONU et en faisant le forcing, les USA avaient ainsi imposé leur diktat à tout le monde. A ce moment-là, il leur fallait rapidement démontrer et étaler face à l'ensemble de la planète, leur supériorité militaire. Le message devait être clair et cinglant, en particulier pour tous ceux qui avaient des velléités d'affirmation de leurs propres intérêts impérialistes : ils sont la 1ère puissance impérialiste mondiale et ils comptent le rester.

C'est la population d'Irak qui a servi de bouc-émissaire pour que le message passe (voir notre brochure : "Guerre du Golfe"). Pendant ce temps-là, ils ont eu le culot d'essayer de nous faire croire que c'était une croisade pour la "défense du droit international", et pour "libérer le peuple koweïtien", comme aujourd'hui ils cherchent à nous faire avaler que c'est par "souci humanitaire" qu'ils veulent arrêter la guerre en Yougoslavie.

Dans ce dernier "épisode" qui témoigne de l'escalade des tensions impérialistes entre grandes puissances, en venant jouer angéliquement la carte de la "pacification" sur les décombres d'une Yougoslavie mise à feu et à sang, la bourgeoisie américaine et les autres, à travers l'ONU, ajoutent à la monstrueuse hypocrisie un cynisme sans bornes et cela après avoir froidement et délibérément cautionné une fois de plus le sacrifice de dizaines de milliers de vies humaines dont elles se soucient comme d'une guigne.

JD



# Ex-URSS APRES LA DISLOCATION, LE CHAOS SANGLAN

La guerre, déjà, existe dans l'enclave arménienne du Haut-Karabakh en Azerbaïdjan. Malgré des cessez-le-feu à répétition, les affrontements armés entre les deux populations y gagnent chaque jour en rage meurtrière et en folie destructrice. La guerre est également présente dans la partie occidentale de la Géorgie, mettant aux prises les forces "lé-gales" du gouvernement provisoire et celles de l'ancien président, déposé, de cette république, Zviad Gamsakhourdia. Mais le chaos économique et politique qui règne dans tous les territoires (en plaçant à part les pays baltes) de la défunte Union Soviétique atteint à présent un tel degré que l'on peut craindre la multiplication et l'extension des conflits militaires. Ce serait l'aboutissement pour ainsi dire logique d'une situation inextricable à laquelle on ne voit de moins en moins une autre issue possible. Désormais, la nécessité qu'a chaque Etat de l'ex-URSS de s'entendre avec les autres pour contrôler au moins le développement des tendances anarchiques libérées par l'écroulement de l'empire stalinien semble céder irrémédiablement le pas à l'impulsion de chacun pour soi. A cet égard, l'échec du sommet de Minsk tenu le 14 février sonne sans doute l'heure du début de la fin de la CEI, une prétendue "communauté d'Etats" dont le caractère artificiel, tout comme l'aspect de tentative désespérée, avait apparu dès sa constitution à Alma-Ata en décembre dernier.

■ Six jours après le fiasco de négociations sur un espace commercial commun, le dernier sommet de Minsk a bien montré la réalité de ce que représente la CEI. Hormis le besoin, face aux grandes puissances impérialistes du monde et devant le chaos intérieur, de se mettre un minimum d'accord sur la maîtrise du feu nucléaire (voir "RI" n° 209), l'intérêt le plus tangible que trouvent les ex-républiques qui y adhèrent dans la CEI, c'est l'existence d'un cadre pour discuter non tant de l'édification de la "communauté" que du partage de la dépouille de feu l'URSS. Et si cela s'avère déjà pour la répartition des biens économiques, c'est encore plus vrai pour ce qui concerne le transfert des équipements militaires. Car à quoi bon se proclamer un Etat indépendant, en effet, si l'on ne possède pas les moyens de défendre s'il le faut par la voie des armes sa souveraineté ? Un Etat sans armée, ce n'est pas un Etat, tel est le principe simple et érigé en règle absolue par le capitalisme qu'avaient en tête chacun des dirigeants russe, moldave, kirgiz, ukrainien, etc., en venant une nouvelle fois s'asseoir à la malheureuse table ronde de la capitale biélorusse à la mi-février.

L'ordre du jour se trouvait entièrement consacré au sort de l'Armée rouge et le débat a très vite exposé en pleine lumière les contradictions impérialistes insurmontables qui opposent les participants. Le président ukrainien, Léonid Kravtchouk, apprenant au beau milieu du sommet que six bombardiers lourds URSS-24 M avaient quitté brusquement - la nuit même qui précédait la réunion - leur base en Ukraine pour aller se poser sur un aéroport russe, s'est mis à dénoncer violemment les arrière-pensées hégémonistes et monopolistes de la Russie de Boris Eltsine et du commandant en chef des forces stratégiques de l'ex-URSS, le maréchal de l'armée de l'air, Evguéni Chapochnikov. Avec raison, il a montré que, sous couvert de conserver pour les 3,5 millions d'hommes (et leur matériel) qui composaient l'Armée

rouge un cadre unifié, avec un commandement centralisé, le Kremlin avait en réalité l'intention de confisquer pour le seul usage de la Russie ces forces militaires. C'est là bien entendu un réquisitoire de gangster capitaliste contre un autre malfrat impérialiste car la position d'Eltsine se déchiffre facilement si l'on considère que la Russie ne dispose d'aucune armée en propre (puisqu'en principe, celle qui se trouve sur son territoire relève juridiquement de la CEI) alors que l'Ukraine - la deuxième puissance nucléaire de la "communauté", il ne faut pas l'oublier - de même que la Moldavie, la Biélorussie et l'Azerbaïdjan ont déjà commencé à constituer des forces militaires autonomes. Le double langage de la Russie ne fait d'ailleurs pas de doute puisqu'Eltsine avait laissé filtrer dans la semaine avant la nouvelle rencontre de Minsk son intention de créer un ministère de la Défense et qu'il a arrêté définitivement sa décision dès le lendemain du jour du sommet.

Pour donner une petite idée de l'aménité des pourparlers de Minsk, il suffit de citer Kravtchouk lorsqu'il lançait : "Si la Russie veut étouffer l'Ukraine, alors on mourra ensemble mais la Russie un jour avant nous" (rapporté dans "Libération" des 15-16 février) comme pour répliquer au propos du général russe Constantin Kobetz disant, le 5 février, que "nous devrions indiquer clairement et de manière définitive que la Russie a ses propres intérêts qu'elle saura défendre par la force ou la menace de sa force (...) sans exclure la possibilité d'une guerre entre Etats membres de la CEI" (même source, 11 février). On ne saurait mieux rendre compte de la situation actuelle de l'ex-URSS. La CEI ressemble à une vaste poudrière et les points d'échauffement ne manquent pas pour qu'une étincelle vienne déclencher l'explosion finale. L'échec de Minsk a bien sûr exacerbé un peu plus encore le litige territorial au sujet de la Crimée qui envenime les relations entre l'Ukraine et la Russie. Il a ravivé entre ces deux Etats la querelle à propos du partage de la flotte de l'ex-Armée rouge en mer Noire, d'autant plus qu'un troisième larron, la Géorgie, vient aujourd'hui se mêler à l'empoignade en revendiquant à son tour l'attribution d'un lot de vaisseaux de guerre.

Mais c'est de la réalité matérielle d'ensemble de l'ancienne URSS que monte le danger d'une généralisation de la guerre déjà allumée en Azerbaïdjan et en Géorgie. A la base de cette réalité, il y a naturellement une économie qui n'en finit pas de se délabrer jusqu'aux rouages les plus élémentaires de la production des biens de subsistance. Alors que les dirigeants de la CEI se montrent incapables de gérer l'aide alimentaire (au reste très mesurée) livrée par les Occidentaux sous l'égide des Etats-Unis, la distribution des marchandises est peu ou prou tombée sous le contrôle de vastes bandes criminelles déjà au nombre de 2 000 rien que pour la Russie (selon une source du ministre de l'Intérieur de cet Etat) sinon davantage. La désorganisation de l'administration est complète. Plus personne, ainsi, n'apparaît à même de pouvoir contrôler la fuite des ingénieurs atomistes hors des frontières de la CEI, qui espèrent monnayer à prix fort à l'étranger leur savoir-faire ainsi que les mini-bombes "tactiques" qu'ils transportent probablement dans leurs bagages (1). Dans plusieurs centrales nucléaires, dont celle de Saint-Pétersbourg, les techniciens chargés de la sécurité ont carrément abandonné leur poste parce qu'ils ne recevaient plus de

salaires. On voit les nouveaux Tchernobyl que cela promet. Certains officiers de l'ex-Armée rouge et une masse d'hommes de troupe, eux-aussi, ne sont plus payés...

Cet état de banqueroute totale provoque inévitablement de nouvelles tensions ethniques. C'est ainsi que les Tatars et les Yakoutes, au sein de la fédération de Russie, démontrent à leur tour des velléités d'indépendance. L'inanité, voire l'inexistence des mesures d'urgence prises par la haute direction de la CEI ou des Etats de la "communauté" aiguissent la guerre des clans ou cliques dans la bourgeoisie héritée du stalinisme. Exploitant le mécontentement et l'inquiétude sur leur sort des personnels de l'Armée rouge, les manifestations des nostalgiques de l'ancien régime ou des ultranationalistes se multiplient à Moscou et ailleurs contre le pouvoir qui a succédé à celui de Gorbatchev. Tout cela distord chaque jour plus dans le sens d'une désintégration complète le cadre factice et précaire de la CEI. La montée irrésistible de la tendance au chacun pour soi se marque notamment au travers de la récente initiative prise par la plupart des Etats d'Asie centrale en vue de se soustraire à la zone d'échanges économiques de feu l'Union Soviétique et de s'intégrer dans l'espèce de marché commun oriental que l'Iran et la Turquie tentent de mettre en place. De même, l'Ukraine et la Biélorussie parlent de la constitution d'un axe économique avec plusieurs pays (Pologne, Tchécoslovaquie, etc) de l'ex-glacis soviétique en Europe. Cela ne peut que contrarier le projet impérialiste de la Russie de reconstituer autour d'elle l'ancien empire soviétique et donc qu'attiser son militarisme.

Cette situation globale lourde de dangers de conflits militaires pèse d'abord sur les populations, et en particulier sur une classe ouvrière précipitée aux derniers degrés de la misère par la libération des prix (voir de nouveau "RI" n° 209) et le blocage quasi total des approvisionnements : à Moscou ou dans la plupart des grandes villes, on ne trouve même plus de lait ; les vieux, qui n'ont absolument pas les moyens de recourir au marché noir, doivent souvent se contenter d'un bouillon de vermicelles ou de pain trempé dans le thé pour tout repas quotidien. Craignant de ce fait des émeutes sociales, les gouvernants de la CEI prennent des dispositions et l'on a vu tout dernièrement Eltsine recréer, sous un nouveau nom mais avec le même sigle, le vieux Guepeou stalinien. Le front commun dans la répression des ouvriers, c'est bien la seule forme d'unité dont la bourgeoisie de la CEI, plus que toute autre bourgeoisie dans le monde aujourd'hui, se montre capable. Pour la classe ouvrière et les exploités, elle n'offre qu'une perspective avec deux visages : la misère absolue et le rôle de chair à canon dans les guerres nationales ou ethniques.

Sonia

(1) Fortement préoccupés par cette question, les Etats-Unis, par l'entremise de James Baker en visite à Moscou le 17 février, ont lancé une fondation internationale qui aura mission de proposer des emplois "pacifiques" et surtout suffisamment rémunérés aux savants du nucléaire de la CEI qui s'expatrient.

## REUNIONS PUBLIQUES

**SUR LE THEME :**

**Elections, démocratie...  
C'est le terrain de la bourgeoisie**

### GRENOBLE :

Permanence le 14 mars à 15h, brasserie "La Savoie", avenue Félix-Viallet (face à la gare).

### LILLE :

Permanence le samedi 28 mars de 14h30 à 16h30 au Café-Restaurant "Le Rainbow" (salle au sous-sol), 17, rue Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny (Place de Strasbourg).  
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois à 11h, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

### LYON :

Permanence le 18 mars à 18h30, à la "Brasserie de l'Industrie", angle de l'avenue de Saxe et du cours Gambetta, Lyon 3e.  
Vente de la presse au métro Bellecour (entrée côté place) chaque 3e vendredi du mois de 17h30 à 18h30.

### MARSEILLE :

Permanence le 19 mars de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry 13001.

### NANTES :

Réunion publique le samedi 21 mars à 17h à la "Salle de la Fraternité", 3, rue Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).  
Permanence les 5 mars et 2 avril, à 20h30, à la même adresse.  
Vente de la presse au marché de Talensac, le 21 mars de 10h30 à 11h30.

### PARIS :

Réunion publique le 14 mars à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.  
Permanence tous les samedis sauf les 14 et 21 mars, de 18h à 20h, même adresse que la RP.

### ROUEN :

Permanence le samedi 14 mars à 14h à la Halle aux Toiles.

### TOULOUSE :

Réunion publique le 27 mars à 21h au café "Le Colbert", 1, place Roger-Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).  
Permanence les 20 mars et 3 avril à 18h30, même adresse que pour les RP.

Vente de la presse les 8 mars et 12 avril de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

### TOURS :

Permanence le 28 mars à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

## APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

### SOUSCRIPTIONS

Lille, réunion publique du 22.2 :  
J : 32 F ; D : 20 F ; L : 20 F ;  
W : 20 F ; C : 20 F ; D :  
20 F ; M : 50 F.

Lyon, réunions publiques -de décembre 1991 :  
Dd : 100 F ; Al : 200 F ; JL :  
94 F.  
-de février :  
Gab : 15 F ; Mcl : 10 F ; Lil :  
50 F ; Al : 200 F ; Loic :  
40 F ; Paul : 40 F.

Nantes, réunion publique du 15.2 :  
Bacalao : 50 F ; Ge : 25 F.

Tours, permanence de janvier :  
Br. : 50 F ; Bacalao : 150 F ;  
AL : 100 F ; BC : 50 F ; JC  
et Ev : 200 F ; Ge. : 100 F.  
T (Paris) : 1000 F ; Cl (La  
R.) : 50 F ; D (Rouen) :  
300 F ;

Total du mois : 3006 F.

### QUELQUES LIBRAIRES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu  
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste-Catherine  
BREST : "Maison de la Presse", 64, rue Jean-Jaurès  
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore", 3, rue de l'Ente  
. Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras  
. Maison de la Presse, place de Jaude  
DIEPPE : Maison de la Presse, 102, Grande rue.  
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré  
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne  
. Maison de la Presse, place de La Trémoille  
LE HAVRE : "Presse des Halles", 27, place des Halles-Centrales  
LILLE : "Galerie", 57, rue de Béthune  
. Café-restaurant "Le Rainbow", 17, rue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny (place de Strasbourg)  
LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien-Gryphe (7<sup>e</sup>)  
. "La Proue", 15 rue Childebert (2<sup>e</sup>)  
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 35, rue Pavillon (1er)  
. "Le Temps de Vivre", 54, la Canebière (1er)  
. Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte (15<sup>e</sup>)  
. Maison de la Presse, rue Lamartine, (Martignes)  
. Maison de la Presse, quai de Stalingrad, (La Ciotat)  
MELUN : "La Porte Ouverte", 19, rue du Gal-de-Gaule  
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République  
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université  
NANTES : "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon-Pasteur  
. "Tabacs, Presse", 9, rue de Budapest  
. "Lanoë", 2, rue de Verdun  
. "Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais  
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine  
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame-de-la-Délivrance  
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (14<sup>e</sup>)  
. "Parallèles", 47, rue St-Honoré (1<sup>er</sup>)  
. "FNAC" Forum des Halles (1<sup>er</sup>)  
. "L'Harmattan Europe", 21 bis, rue des Ecoles (5<sup>e</sup>)  
. "La Boulangerie", 67, rue de Bagnaux (Montrouge)  
SAINT-NAZAIRE : "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès  
TOULON : Hall de Presse, bd Mal-Leclerc  
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard  
. "FNAC", 1 bis, place Occitane  
. "Les Arcades", place du Capitole  
TOURS : "Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous sommes répertoriés sous le numéro ISSN 0336 464 X.

## ELECTIONS : C'EST LE TERRAIN DE LA BOURGEOISIE

Le carnaval électoral est de retour en France, avec son cortège inépuisable de mensonges, d'illusions et de mystifications. C'est au cri de "Halte au fascisme", "contre le racisme et pour la défense de la démocratie et des droits de l'homme", que tous les grands démocrates de ce pays appellent les ouvriers à se mobiliser, à mettre leur bulletin dans l'urne. "Barrer la route au Front National", tel est le slogan qui rassemble pour cette consultation électorale toutes les fractions de la bourgeoisie: PS, PC, gauchistes de la LCR et de LO, écologistes, antiracistes de tous bords mais aussi tous les courants de la droite traditionnelle. Chaque parole, chaque meeting de la clique Le Pen, largement médiatisés, donnent lieu à des manifestations de tous ces défenseurs de la démocratie bourgeoise. Face au développement depuis plusieurs années, d'une désaffection des ouvriers pour la mystification démocratique que sont les élections, qui se traduit par de forts taux d'abstention, on assiste au niveau des bourgeoisies occidentales et en particulier en France, à la mise en place de vastes campagnes sur le thème de la "défense de la démocratie" contre toutes les forces "totalitaires". (Sur ce sujet voir plus particulièrement R.I n° 208 l'article: "défendre la démocratie, c'est défendre le capitalisme"). Ces campagnes sur le racisme, l'immigration prennent une ampleur considérable, avec le cirque électoral actuel dans un contexte où les ouvriers subissent une dégradation accélérée de leurs conditions de vie, ou le "nouvel ordre mondial" des bourgeoisies occidentales s'est révélé être un hideux mensonge avec la boucherie que fut la guerre du Golfe. Pour préserver ses institutions et tenter de recréer le jeu démocratique et les élections, tous les partis de la bourgeoisie sont obligés d'utiliser un des leurs, en l'occurrence le bouffon Le Pen, comme épouvantail. Le but de la manœuvre est clair: il faut que les ouvriers courent en masse aux urnes, pour défendre "leurs démocrates" contre les dragons fascistes, ils ne doivent pas s'abstenir; il faut qu'ils aillent choisir leurs exploiters. Face à tous ces mensonges, les ouvriers doivent refuser ces fausses alternatives fascisme contre démocratie, racisme-antiracisme. Le danger pour eux serait d'aller soutenir une fraction bourgeoise présentée comme la solution du moindre mal face au soit-disant "danger fasciste". Contre l'appel à défendre la démocratie bourgeoise, les ouvriers doivent au contraire affirmer leur refus de participer au piège électoral. Face à tous ces démocrates qui exhortent à défendre leur système, c'est une responsabilité pour les révolutionnaires que de réaffirmer avec force et d'un point de vue historique, comme dans l'article republié ci-dessous, pourquoi la classe ouvrière n'a aucun intérêt dans la défense des élections, au contraire.

## APPELES EN YOUGOSLAVIE

### Mitterrand veut faire des ouvriers de la chair à canon

■ Lors de la réunion du Conseil de sécurité qui s'est terminée le 1er février dernier, Mitterrand a proposé que la France mette 1000 hommes de troupe à la disposition permanente de l'ONU. Ceux-ci seraient mobilisables en quarante-huit heures, le chiffre pourrait en être doublé en une semaine et, bien sûr, leur rôle consisterait en des opérations de "maintien de la paix".

Dans le même temps (le 31/01), le gouvernement français disait son intention d'envoyer 2500 militaires en Yougoslavie dans le cadre de la mission "pacificatrice de l'ONU". Mais encore, il affirmait que, pour conserver une relative cohérence à l'ensemble du système de défense français, ce seront en partie des appelés qui constitueront cette force.

Finies les déclarations sur l'honneur et la main sur le cœur de Mitterrand, au moment de la guerre du Golfe, selon lesquelles ce ne serait que des professionnels qui iraient au combat!

Ce sont bel et bien des "piou-piou", des fils d'ouvriers, des jeunes chômeurs faisant leur service militaire que la bourgeoisie veut envoyer sur les théâtres d'opérations.

Aujourd'hui en Yougoslavie, demain qui sait où, la bourgeoisie française, comme toutes ses consœurs, joue sa carte impérialiste au nom du pacifisme. C'est toujours pour "défendre la paix" que les bourgeois envoient les ouvriers au massacre. C'est parce que "l'ennemi nous y oblige que nous entrons en guerre". L'Etat en effet ne peut nous dire froidement qu'il nous envoie au casse-pipe pour défendre ses intérêts et ses profits. L'alibi pacifiste est une vieille rengaine.

Quant au volontariat qui serait censé être le critère absolu pour l'engagement de ces bidasses, tout le monde sait ce qu'il vaut dans l'institution militaire. Les pressions et les menaces de la hiérarchie viendront s'ajouter aux promesses de soldes mirobolantes et aux mensonges sur la nature réelle des opérations concernées. La propagande sur les "justes causes", la pression du chômage et de la misère dans le civil, feront le reste.

Tous les mensonges et les moyens les plus ignobles sont bons, non seulement pour envoyer dès aujourd'hui, des jeunes ouvriers au massacre, mais surtout pour habituer l'ensemble du prolétariat à cette situation et lui faire accepter, à l'avenir, de plus en plus de sacrifices en hommes.

Depuis l'époque où Mitterrand, pendant la guerre du Golfe, jurait ses grands dieux que les conscrits ne participeraient pas aux opérations militaires, la "paix" a fait du chemin. Au moins dans la préoccupation affichée de "nos" dirigeants de la défense de toutes leurs forces... armées. Dans les faits, la bourgeoisie française fait un pas de plus dans ses préparatifs guerriers. La mise à la disposition de l'ONU de quelques centaines d'hommes c'est un peu l'arbre qui cache la forêt. La vraie nouvelle, c'est que désormais, la bourgeoisie française est prête à piocher dans sa réserve de chair à canon: la classe ouvrière.

La bourgeoisie ne veut pas seulement exploiter de plus en plus la sueur des ouvriers, elle veut aussi leur sang. Il n'y a qu'une seule réponse à donner à cette classe dominante criminelle et à son système barbare: les détruire.

■ Au nom de la défense des intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière mondiale, les révolutionnaires appellent les prolétaires à désertir toute participation électorale, à s'employer à développer leur lutte collective, économique et politique, résolument hors du terrain des urnes, dans les usines et dans la rue.

Cette attitude de la part des révolutionnaires, la seule possible, n'est pas spécifique aux élections qui se déroulent aujourd'hui en France. En effet, c'est face à toutes les élections, organisées dans le cadre de l'Etat bourgeois, qu'elles soient présidentielles, parlementaires, municipales, ou autres, qu'elles aient lieu à l'Ouest, à l'Est, au Nord ou au Sud de la planète, qu'elles se déroulent dans une période de montée, de stagnation ou de recul de la lutte de classe, que les révolutionnaires adoptent cette attitude.

#### LES ELECTIONS DANS LA PERIODE ASCENDANTE DU CAPITALISME

Au 19e siècle, le capitalisme qui se développe sur les ruines des économies féodales n'a pas encore soumis l'ensemble de la production sociale mondiale à ses lois. Aussi, chaque fois qu'il est confronté à ses contradictions économiques internes, parvient-il à les surmonter en étendant sa domination à de nouvelles aires géographiques. De ce fait, jamais les contradictions sociales et politiques qui mûrissent en son sein et qui s'exacerbent dans ces moments de crise, ne parviennent à des niveaux de profondeur et de généralisation suffisants pour placer la classe ouvrière internationale simultanément devant la nécessité et la possibilité d'oeuvrer directement à son renversement.

Tout au long du 19e siècle, la lutte ouvrière contre l'exploitation et l'oppression de la bourgeoisie passe nécessairement par une lutte pour des réformes, par d'âpres batailles revendicatives pour conquérir et arracher des améliorations possibles, réelles et durables des conditions de travail et d'existence des ouvriers sur le terrain économique comme politique, sur le terrain même de la légalité bourgeoise, dans chaque usine comme au parlement.

De ce fait, tout en combattant les illusions sur la possibilité de parvenir au socialisme par des voies démocratiques, pacifiques, électorales, parlementaires, de réformes en réformes, les révolutionnaires sont partie prenante du combat pour l'obtention du suffrage universel. Ils appellent les ouvriers dans certaines circonstances à participer aux élections et au parlement bourgeois pour, en jouant sur les contradictions bourgeoises entre les fractions progressistes et réactionnaires qui s'y affrontent, favoriser l'obtention de telles réformes.

#### LES ELECTIONS DANS LA PERIODE DE DECADENCE

A la fin du 19e siècle et au début du 20e siècle par contre, le capitalisme a désormais étendu sa domination à l'ensemble de la planète. Il ne peut plus parvenir à surmonter les contradictions économiques qui l'assaillent en étendant sa domination à de nouveaux territoires, en ouvrant de nouveaux marchés, débouchés à sa production. Tous les rapports sociaux de production, propriété privée, nation, salariat, qui avaient constitué le cadre à partir duquel son extension avait été possible et qui avaient permis un développement sans précédent des forces productives de l'humanité, se transforment en autant d'entraves à ce développement.

Le capitalisme entre en crise permanente. Il ne peut plus se survivre qu'au travers d'un cycle infernal de crise-guerre-reconstruction-crise plus aiguë... entraînant avec lui l'ensemble de l'humanité dans une barbarie et une misère toujours plus grandes.

Ces contradictions permanentes acquièrent de par leur in-

terté, leur durée, le fait qu'elles s'étendent à tous les pays du monde, une dimension qualitativement nouvelle. Elles placent la classe ouvrière simultanément devant à la fois la nécessité et la possibilité d'oeuvrer DIRECTEMENT au renversement du capitalisme.

Désormais, la survie du capitalisme comme celle de la bourgeoisie, compte tenu de l'âpreté de la concurrence que se livrent les différentes fractions bourgeoises sur un marché mondial devenu trop étroit pour les contenir toutes, implique des niveaux d'exploitation, d'oppression, de soumission du prolétariat qualitativement nouveaux par rapport au siècle précédent. Désormais, il est hors de question pour la bourgeoisie de pouvoir accorder dans quelque domaine que ce soit, économique comme politique, des réformes réelles et durables, à la classe ouvrière. C'est l'inverse qu'elle lui impose: toujours plus de sacrifices, d'attaques, toujours une dégradation plus forte de ses conditions de vie. Et son objectif est d'entraîner les ouvriers même au sacrifice de la vie, dans la guerre.

Dans ces conditions, il n'est plus possible pour le prolétariat de rester sur un terrain appartenant à la bourgeoisie, il n'a plus rien à y faire. Sa seule tâche est de se constituer en tant qu'unique force sociale internationale capable de détruire le capitalisme.

Pour y parvenir, il ne peut plus recourir à des méthodes devenues totalement caduques, à des tactiques électorales et parlementaires qu'il avait forgées au siècle dernier dans sa lutte pour des réformes, aujourd'hui domaine de l'illusion et du mensonge, dominé et manipulé entièrement par la bourgeoisie et qui ne sert donc qu'à chercher à mystifier et à détourner les ouvriers du terrain réel de leurs luttes.

#### DEFENDRE LA DEMOCRATIE ET SES ELECTIONS, C'EST DEFENDRE LE CAPITALISME

Aujourd'hui, plus que jamais, les ouvriers doivent refuser de se laisser entraîner sur le terrain électoral. Il n'y a pas, dans la période présente, de "danger du fascisme". Nous ne sommes pas dans les années 30. La classe ouvrière n'est défaite ni physiquement ni idéologiquement comme ce fut le cas pour le mouvement révolutionnaire des années 20, défaite qui permit l'avènement du fascisme en Italie et en Allemagne et celui du stalinisme en Russie. Ces différentes formes de domination ne sont ni plus ni moins capitalistes qu'un quelconque régime de démocratie parlementaire tels ceux qui nous gouvernent aujourd'hui. (Voir dans "R.I" n° 208 l'article "Fascisme et anti-fascisme deux armes de la bourgeoisie contre le prolétariat")

La bourgeoisie profite du débousolement actuel dans la classe ouvrière suite aux campagnes mensongères à propos de l'effondrement du bloc de l'Est, assimilant stalinisme à communisme, et à propos de la guerre du Golfe, sur le soi-disant "nouvel ordre mondial", pour tenter de ramener les ouvriers vers le piège électoral, et par là de leur faire accepter son système de domination barbare.

L'utilisation de Le Pen aujourd'hui a pour but de masquer la faillite toujours plus grande du système capitaliste. Quelle que soit la fraction qui nous gouverne, nous devons nous attendre à une aggravation dramatique de nos conditions de vie.

La classe ouvrière doit refuser de se laisser diviser et entraîner dans les fausses alternatives que lui propose la classe bourgeoise. Son seul et véritable terrain de classe, c'est celui de sa lutte massive et unie contre la misère et l'exploitation de l'Etat capitaliste.

Elle doit ainsi rassembler ses forces pour préparer à terme, la destruction de ce système moribond.

(D'après R.I. n° 85, mai 1981)

## "LUTTE OUVRIERE" ET LA CGT

### Encore une fois, les trotskistes volent au secours des saboteurs de la lutte de classe

■ Encore une fois les trotskistes volent au secours des saboteurs de la lutte de classe

Dans l'article sur le 44e congrès de la CGT ("Lutte Ouvrière" n° 1231 du 31/1/92), on peut lire: "La CGT, la plus importante dans le milieu des salariés de l'industrie, malgré ses reculs, reste encore la centrale la plus combative... la CGT a un lien unique, historique, avec les travailleurs de l'industrie; elle les a maintes fois trompés, déçus, trahis mais c'est encore en son sein, aujourd'hui que se forment les nouvelles équipes de militants..." Et LO, de nous expliquer encore que "le problème fondamental de la CGT est celui des limites mêmes de son intervention." !! Malgré quelques critiques, elle nous explique ainsi que la CGT est un organe "combatif" et que celle-ci a un lien "unique" et "historique" avec la classe ouvrière. Il s'agit en fait pour cette organisation contre-révolutionnaire de recréer un réel ennemi de la classe ouvrière, la CGT, passé maître, tout comme LO d'ailleurs, dans le dévoiement des luttes, dans les manœuvres les plus crapuleuses, accompagnées des pires méthodes stalinienne.

Ce discours lénifiant sur la CGT n'est pas anodin; il vient apporter son soutien au battage d'une bourgeoisie qui s'inquiète de la désaffection que subissent depuis de nombreuses années les syndicats et les partis de la gauche du capital, organes d'encadrement de la classe ouvrière. Dernièrement, même Martine Aubry, ministre du Travail, s'est inquiétée de ce désintérêt. Il était donc tout naturel que les trotskistes entrent, une fois de plus, dans le concert et se désolent, avec l'ensemble de la bourgeoisie, de ce qu'ils appellent "la crise de crédibilité du syndicalisme et des partis traditionnels de gauche."

LO, variante gauchiste de la bourgeoisie, s'emploie à répandre la confusion dans les rangs ouvriers, à rejeter les ouvriers dans les filets de la bourgeoisie. Elle fait, encore et toujours, son sale travail de fraction bourgeoise au vernis radical.

D'ailleurs, les trotskistes n'en sont pas à une sale besogne près. Il faut se souvenir qu'on pouvait lire, dans un article intitulé: "Le PCF face à la crise soviétique" ("Lutte Ouvrière" n° 1209 du 30/8/91), ces lignes édifiantes: "Pas d'amalgame: le PCF, ce n'est pas du tout la même chose que le PCUS... Même s'ils ne sont que quelques dizaines de milliers ou quelques milliers... il est indispensable qu'ils ne renoncent pas à être un pôle pour les "exclus" et les "victimes" du capitalisme

arrogant. La classe ouvrière a besoin d'eux pour organiser les luttes...!! Eh oui! D'après eux, les ouvriers devraient comprendre que la CGT et le PCF sont les deux phares derrière lesquels ils devraient sagement se ranger et certainement les forces vives sur lesquelles ils peuvent compter pour "organiser" leurs luttes. Concrètement, ils invitent les ouvriers à regagner ces organes bourgeois afin de mieux se faire battre. Voilà dans toute sa réalité le discours hypocrite et crapuleux de LO, qui s'emploie à longueur de temps à faire passer des vessies pour des lanternes. Et pour cela, ce rabatteur de la gauche et des syndicats n'hésite pas à se faire le véhément défenseur des derniers bastions stalinien.

Mais, afin de se préserver la place de choix qui lui est réservée contre la classe ouvrière, il ne faut pas oublier que LO n'hésite jamais à s'adapter à toutes les situations. Quand il le faut, le loup sait se déguiser en agneau pour mieux encadrer et dévoyer le combat ouvrier.

Souvenons-nous lors de la grève SNCF en 1986 ou lors du mouvement des infirmières en 1988 (1), dans une période où la classe ouvrière, dans ses luttes, exprimait le rejet actif et conscient des syndicats, LO avait su s'adapter en se portant à la tête de coordinations, organes anti-ouvriers créés de toute pièce, mais qui exprimaient alors un discours soi-disant anti-syndical. En réalité, il s'agissait pour LO de participer concrètement aux manœuvres de la bourgeoisie afin de passer au danger que représentait le rejet par les ouvriers des structures syndicales. Il fallait s'opposer par la création de ces nouveaux organes d'encadrement dont la fonction fut de rabattre les ouvriers dans le corporatisme, et de les entraîner dans la défaite, corporatisme que les trotskistes se permettaient ensuite de critiquer. D'ailleurs maintenant que nous sommes dans une période où ce type de manœuvre ne s'impose plus, ces briseurs de grève reviennent très naturellement au soutien ouvert des organes d'encadrement traditionnels.

Comme on le voit, cette organisation joue les véritables chiens de garde de la bourgeoisie. Et il ne faut se faire aucune illusion; lorsque la classe ouvrière reprendra le chemin des luttes, elle se trouvera de nouveau confrontée à LO et à ses manipulations anti-ouvrières.

LN

(1) Lire à ce propos notre brochure "Bilan de la lutte des infirmières".

"Affaire Habache"

Le terrorisme est une arme de tous les Etats bourgeois

■ Début février, l'"affaire Habache" a été au centre de l'actualité en France. On a pu alors voir tous les bourgeois de droite et de gauche nous bassiner de leur indignation devant ce qu'ils ont appelé cette "lamentable erreur", et se déclarer plus antiterroristes les uns que les autres. Giscard d'Estaing, qui avait laissé en son temps se réfugier en France Abou Daoud, impliqué dans la tuerie des JO à Munich en 1972, dénonçait "l'irresponsabilité du gouvernement et du PS", tandis que Mitterrand décidait de faire tomber des têtes, pour l'exemple, et déclarait sans aucune gêne : "Je n'ai jamais supporté le terrorisme. Je n'ai jamais traité avec le terrorisme. Il m'est insupportable, à moi, François Mitterrand, président de la République."

Ils ne traitent pas avec le terrorisme ? Ils ne le supportent pas ? Il suffit de se rappeler la dernière visite de Yasser Arafat, dont le passé de chef terroriste et d'assassin notoire n'est pas moins glorieux que celui de George Habache, reçu à Paris avec tous les honneurs de l'Elysée comme un chef d'Etat. Souvenons-nous aussi de la clémence toute particulière du PS envers Anis Naccache, protagoniste des attentats meurtriers de l'automne 1986 dans le métro parisien et dans le magasin Tati de la rue de Rennes.

Et c'est encore d'ailleurs grâce à la bienveillance particulière du gouvernement et du PS que l'Etat français protège depuis 1984 le terroriste Abou Nidal, responsable, entre autres multiples exploits, des attentats de la rue Copernic de 1980, et de la fusillade de la rue des Rosiers de 1982. Il est en effet bien connu dans le monde bourgeois que celui-ci est publiquement soigné en France, ainsi que ses acolytes, dont certains ont même reçu des bourses d'études françaises, tout cela sous le prétexte de "sceller des accords" avec les terroristes, et prétendument leur lier ainsi les mains. On ne lirait même pas ça dans un mauvais roman d'espionnage.

La vérité, c'est que ces terroristes ne sont que des mercenaires au service du plus offrant. "Sceller des accords" avec des gens comme ça signifie tout bonnement les mettre à son propre service pour défendre ses propres intérêts ; et c'est ce que fait l'Etat français, qui cherche, à travers des "alliances" en monnaie sonnante et trébuchante, une main-d'oeuvre de tueurs contre ses concurrents impérialistes, en particulier au Moyen-Orient.

Les limogeages au sein du gouvernement, et les airs saintes nitouches de l'ensemble de la bourgeoisie française, ont fait écran de fumée pour tenter de masquer le fait que l'impérialisme français protège et cautionne Habache, comme d'autres terroristes du même acabit, et ont servi à cacher la réalité que ce sont les Etats, et la France pas moins que les autres, qui utilisent et commanditent le terrorisme et les terroristes.

Ceux-ci ne sont pas de simples fanatiques ou des illuminés - même s'il en existe - qui veulent faire parler d'eux ou des misères de leurs "peuples", mais bel et bien les instruments de la concurrence impérialiste internationale.

Ainsi, aux heures du terrorisme palestinien débutant, à la fin des années 60, les responsables de détournements d'avions et de prises d'otages constituaient un des aspects de la confrontation entre le bloc de l'Est et celui de l'Ouest, aux prises au Moyen-Orient ; et si la France a été à cette époque un des théâtres privilégiés des attentats, c'est parce-qu'elle était en première ligne de la défense des intérêts américains dans cette région. De la même façon, la vague terroriste de l'automne 1986 à Paris, si elle a été un des symptômes ma-

jeurs de l'enfoncement du capitalisme mondial dans la décomposition et la barbarie, est née aussi de l'exacerbation à outrance de ces tensions guerrières, entre d'un côté l'Iran et la Syrie et de l'autre le bloc US, pour le compte duquel la France faisait le gendarme au Liban.

Aujourd'hui, avec la disparition des blocs et le développement de chacun pour soi, la protection de Habache par l'Etat français ne signifie rien d'autre que la volonté de sa part de défendre le FPLP, fraction anti-américaine de l'OLP, et de tenter de sauvegarder le peu qu'il lui reste, alors que la France est pratiquement éjectée du Moyen-Orient par son "protecteur" d'hier, les Etats-Unis.

Soigner Habache, qui poussa délibérément des milliers de palestiniens au massacre en 1972, entre autres glorieux faits de guerre, quoi de plus naturel quand on veut s'allouer ses services !

Aussi, la bourgeoisie reconnaît bien les siens, ceux avec qui elle concocte meurtres de masse ou attentats terroristes, ceux dont les populations sont les otages pour servir ses sordides desseins capitalistes. D'ailleurs, de nombreux bourgeois de gauche se sont étonnés, comme ceux du PCF, qui s'est ofusqué qu'on refuse des soins "humanitaires" à Habache, de l'importance donnée à cette "affaire", et Mitterrand lui-même a vite étouffé la question. S'étonne-t-on en effet dans la bourgeoisie que, par exemple, Menahem Begin et Yitzhak Shamir, tour à tour chef de l'Etat d'Israël, furent membres éminents du groupe Lehi - ou Stern -, officine terroriste sioniste qui provoqua la mort de près de 500 personnes en deux attentats, en 1946 et 1948.

Quand il s'agit des défenseurs de ses intérêts, tant qu'ils lui servent, la bourgeoisie est ainsi douée d'une rare et auguste compréhension, et d'une mémoire sélective, derrière son humanisme de pacotille ; mais c'est parce que ce sont les Etats eux-mêmes qui sont bel et bien les véritables instigateurs du terrorisme, et pas de simples "clients". Rappelons-nous l'affaire du Rainbow Warrior il y a six ans ; l'"affaire" Ben Barka à la fin des années 50, l'"affaire" Ben Bella au début des années 60, en pleine guerre d'Algérie. Souvenons-nous de l'attentat de Bologne en Italie, qui fit 200 morts et dont l'Etat a été reconnu comme étant le véritable promoteur ; on peut encore citer le fameux groupe "Rote Armee Fraktion", la "bande à Baader", en Allemagne de l'Ouest, organisé directement par l'Etat allemand de l'Est. On pourrait trouver des exemples à la pelle de ce terrorisme d'Etat qui représente de fait un aspect normal et naturel du fonctionnement de la bourgeoisie ; car non seulement la bourgeoisie supporte le terrorisme et le soutient mais celui-ci est encore inscrit dans ses gènes et dans sa nature. La violence brutale, la terreur, le chantage et le meurtre ont été depuis sa naissance les instruments de sa domination, domination dont le terrorisme est une des expressions les plus caricaturales.

Et quand nos bourgeoisies "civilisées" occidentales nient dur comme fer ou balaient d'un revers de main toute allusion à leurs liens étroits avec le terrorisme, ou bien encore dénoncent les terroristes avec virulence, rappelons-nous que c'est pour essayer de mieux cacher leur responsabilité, ou, encore pire, pour chercher à justifier de futures massacres, au nom de l'"antiterrorisme" et de la "lutte contre les terroristes". C'est ainsi qu'elles ont légitimé le bombardement de Tripoli en 1987 et bien d'autres exactions, encore plus massives.

PPR

ALGERIE :

Démocratie ou totalitarisme, c'est toujours la dictature de la bourgeoisie

■ Le moins que l'on puisse dire, c'est que le nouveau pouvoir militaire algérien n'y va pas avec le dos de la cuillère : déjà plus de 150 morts par balles, des blessés à profusion, des arrestations qui se montent aujourd'hui à près de 30 000. C'est, soi-disant, le prix à payer pour une stabilité sociale et politique, et le retour, à terme, du "processus démocratique".

En fait, depuis plus d'un mois, la situation algérienne se dégrade de jour en jour dans un bourbier politique, économique et social où la seule réponse du nouveau pouvoir a été la mise en place de l'état d'urgence. Il ne se passe pas un jour sans que les armes parlent au moindre rassemblement, sans que des arrestations aient lieu dans tous les quartiers d'Alger et sur l'ensemble du territoire. Au delà de l'interpellation d'une grande partie des responsables islamistes, dès qu'une personne est soupçonnée d'aider à la "survie" du parti islamiste, elle est arrêtée. De jour comme de nuit. Fichiers, dénonciations, provocations, tout est bon. C'est carrément des camps de détention qui ont été ouverts aux quatre coins du pays pour "accueillir" ces nouveaux détenus islamistes ou tout simplement tous les "jeunes fauteurs de troubles" interpellés dans les manifestations, rassemblements ou même chez eux.

A tous ceux qui pouvaient encore s'illusionner sur la possibilité de voir la situation algérienne s'améliorer et échapper au chaos, cette réalité la plus crue de la répression systématique vient confirmer qu'il n'y a pas d'échappatoire à la décomposition : dans un pays en plein marasme, aux prises avec une crise désastreuse que le nouveau pouvoir ne pourra pas plus juguler que ses prédécesseurs, les fractions bourgeoises quelles qu'elles soient, ne pourront qu'imposer leur talon de fer et verser le sang. Et ce ne sont pas les promesses d'une relance économique qui calmeront le jeu : sans devises, avec une dette extérieure gigantesque et des remboursements exorbitants, l'économie s'effondre de jour en jour, ne tournant plus aujourd'hui qu'à 50% de ses capacités. Avec déjà un million et demi de chômeurs de moins de 25 ans, chiffre qui ne peut que s'amplifier, le nouveau pouvoir algérien ne peut guère jouer le "sauveur" de la situation. D'autant plus quand il s'apprête, sous l'injonction du FMI, à libérer les prix des produits de première nécessité, libération qui ne pourra pas durablement être retardée. La déconfiture est totale et la répression tous azimuts à encore de sombres jours devant elle.

LA DICTATURE DEMOCRATIQUE A L'OEUVRE

Mais, face à cette situation de chaos et de violence, nous n'avons pas aujourd'hui de lamentations médiatiques de la part de nos humanistes de tout poil et démocrates en diable, habitués à vouloir nous tirer des larmes sur le "non-respect des droits de l'homme" : en effet, du FLN au FFS en Algérie, du PS à la droite en France, jusqu'aux "démocrates" de toute l'Europe, tous ces bourgeois algériens, français ou autres n'avaient pas de mots assez durs pour dépeindre la perspective de chaos et de chute de plomb "anti-démocratique" si le FIS arrivait au pouvoir avec son programme intégriste et réactionnaire : tous, à quelques nuances près, ont ainsi présenté le coup d'Etat militaire déguisé comme le moindre mal, la solution de dernière chance face à "l'empire du mal" intégriste.

Et aujourd'hui, malgré la répression la plus féroce, le discours n'a pas changé sur le fond : il faut certes "réorienter le processus démocratique" et "faire pression" sur la nouvelle fraction dirigeante mais chacun veut faire "confiance" aux autorités algériennes qui assurent "faire preuve de beaucoup de modération dans la gestion des manifestations" (sic). Pour cela, la "compréhension" de la CEE est acquise : l'attitude commune envisagée ne sera pas un quelconque embargo, rappel à l'ordre, mise au ban du pouvoir algérien de la communauté internationale, non. Comme le dit le gouvernement français "Tout le monde est conscient des risques, mais il n'est pas question de les sanctionner" ("Libération" des 15 et 16 février).

En clair, la démocratie bourgeoise, et particulièrement française, sait largement s'accommoder de tels "dérapages" barbares quand il y va de ses intérêts économiques ou impérialistes, essentiels dans cette région du monde. Voilà le vrai visage de la démocratie, encore une fois : une dictature hideuse qui fait respecter son ordre bourgeois dans le sang.

DEMOCRATIE OU TOTALITARISME : UN TERRAIN POURRI OU LA CLASSE OUVRIERE A TOUT A PERDRE

Avec ce quadrillage policier sur l'ensemble de la population algérienne, le pouvoir a annoncé la couleur et les émeutes de 88 avec près de 500 morts sont encore présentes dans les esprits. Mais encore pire est le quadrillage idéologique pour la classe ouvrière à laquelle l'ensemble de la bourgeoisie présente l'alternative démocratie ou intégrisme comme seul terrain de luttes. Cette illusion est la pire qui soit pour le prolétariat : alors que la crise économique frappe de plein fouet et va jeter encore à la rue des centaines de milliers d'ouvriers, rejoindre le camp des "barbus" ou celui des démocrates en tous genres, ce qui ne peut conduire qu'au massacre.

Sur ce terrain pourri du nationalisme et des luttes de clans, appuyées par les divers vautours impérialistes, américains ou français, la classe ouvrière à tout à perdre. En se laissant embrigader derrière les uns ou les autres, elle laisse les mains libres à la bourgeoisie pour accentuer la misère, les famines et sa répression féroce. Aujourd'hui encore, les ouvriers paient de leur sang ces illusions encore vivaces, et ce sera bien pire demain s'ils continuent à se laisser entraîner derrière les faux choix de la bourgeoisie.

Stopio 26.02.92

Lisez notre nouvelle brochure

• Cette brochure s'inscrit directement dans le combat que doivent mener les révolutionnaires contre les campagnes mensongères de la bourgeoisie visant à faire croire aux ouvriers que l'effondrement du stalinisme serait celui du communisme. Constituée à partir d'articles parus dans la presse du CCI, elle développe en particulier les points suivants :

- Le stalinisme, en tant que régime politique, n'est que la forme particulière prise par le pouvoir du capital en Russie suite à la défaite de la grande vague révolutionnaire qui a secoué le monde au lendemain de la première guerre mondiale. Si les régimes stalinien, face aux coups de boutoir de la crise économique mondiale, se sont effondrés les premiers, cela n'est dû qu'à des spécificités les rendant plus vulnérables face à celle-ci, et non pas à une quelconque différence de nature.

- Le stalinisme a été l'artisan de la contre-révolution en Russie où il s'est imposé par la répression systématique et massive de la classe ouvrière, par l'élimination au sein du parti bolchevik de ceux qui avaient été les principales figures d'Octobre 1917. Partout dans le monde, il a été, dans les années 30, à travers les PC, le bras armé de la contre-révolution parmi les rangs du prolétariat.

- Toutes les fractions de la bourgeoisie, des PC à l'extrême droite en passant par les sociaux-démocrates, ont, depuis plus de soixante ans (sans oublier le courant trotskiste, à compter de la seconde guerre mondiale), monté et entretenu de façon complice l'une des supercheries les plus énormes de l'histoire, selon laquelle le stalinisme serait la continuité du régime politique issu de la révolution de 1917 en Russie.

- Dans le mouvement ouvrier, le combat contre le stalinisme remonte à loin puisqu'il s'est développé déjà dans le parti bolchevik lui-même puis au sein des PC dès les années 20 avant de se poursuivre avec les groupes de la Gauche communiste.

- Pour assumer ses responsabilités historiques, la classe ouvrière dispose de capacités gigantesques, ainsi qu'elle l'a bien montré, dans la deuxième décennie de ce siècle, à travers sa mobilisation internationale sur le terrain révolutionnaire, en contraignant la bourgeoisie à mettre un terme à la première boucherie mondiale, et en ébranlant son système jusque dans ses fondements.

- Le communisme n'est pas une utopie, mais constitue une possibilité réelle. Il est une nécessité et la seule alternative face à la barbarie et au chaos grandissants du capitalisme à l'agonie.

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

EFFONDREMENT DU STALINISME

PAYS DE L'EST - URSS

Ce n'est pas la mort du communisme

C'est la décomposition du capitalisme

COMMUNISME

C'est la perspective prolétarienne

C'est le seul avenir pour l'humanité

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Bush aux réfugiés haïtiens : "CREVEZ CHEZ VOUS!"

■ Depuis l'été dernier le rapatriement brutal de réfugiés fuyant la misère et les massacres de leur pays d'origine, constitue une politique délibérée des bourgeoisies les plus "démocratiques" : en août dernier, les autorités italiennes renvoyaient les indésirables Albanais et Yougoslaves à leur triste sort ; en novembre c'est le gouvernement anglais qui forçait au rapatriement des milliers de Vietnamiens entassés dans des camps de réfugiés à Hong Kong.

Aujourd'hui, c'est le gouvernement américain lui-même, qui fait la chasse aux boat-people haïtiens. Depuis le renversement du gouvernement Aristide en septembre dernier, quelques 20 000 réfugiés haïtiens se sont en effet jetés dans des embarcations de pacotilles, risquant leur vie et celle de leurs enfants, pour tenter de trouver refuge sur les côtes de Floride, fuyant persécutions et misère.

Or c'est justement cette terre d'asile dans laquelle ils placent tous leurs espoirs qui hier imposait un embargo économique des plus draconiens à Haïti, sous prétexte de pousser la junte militaire en place à négocier le retour du président déchu. Voilà donc la population haïtienne qui, après avoir été réduite grâce aux bons offices des Etats-Unis à la plus terrible des misères, est maintenant transformée en objet de marchandage entre fractions bourgeoises sans scrupules.

Mais le cynisme de la bourgeoisie américaine ne s'arrête pas là. Elle lance à leur poursuite la flotte des gardes-côtes chargée de les "recueillir" pour les entasser sur la base cubaine de Guantanamo en attendant le verdict. Et quel verdict ! Après quelques chamailleries de façade, on décrète qu'1/3 des 20 000 haïtiens réfugiés verront leur demande d'asile politique examinée. Quant aux autres, ils seront rapidement rapatriés dans leur pays d'origine. Car leur faute c'est d'être des réfugiés économiques et non politiques. Ils ont contre eux d'être des affamés et ces bouches-là, l'Etat démocratique américain ne les nourrira pas. Qu'ils retournent crever chez eux, ailleurs, en tout cas, pas à la face de l'Etat américain.

Triste consolation pour ces milliers de creve-la-faim, que la récente décision d'assouplir l'embargo. D'autant que derrière cette mesure en apparence généreuse, se cache la plus sordide des magouilles : les entreprises américaines en place à Haïti se voyaient menacées de perdre une source importante de main-d'oeuvre bon marché.

Voilà dans toute sa répugnante réalité ce qu'est en fait la démocratie véritable. Celle-ci n'a que faire de la mort certaine de milliers d'hommes.

MO

# COMPRENDRE LA PERIODE DE DECOMPOSITION DU CAPITALISME UNE NECESSITE VITALE POUR LES REVOLUTIONNAIRES

■ Le Courant Communiste International a toujours considéré le débat politique entre les organisations politiques du prolétariat comme étant vital.

Cette tâche est particulièrement importante aujourd'hui car, après l'effondrement du bloc de l'Est et les changements intervenus sur l'arène impérialiste qui bouleversent les équilibres politiques généraux, il s'agit de pousser jusqu'au bout la compréhension de la nouvelle période historique qui s'ouvre.

Le travail essentiel des révolutionnaires communistes est, en toute époque, d'apporter une explication de l'évolution du monde et d'en indiquer les caractéristiques fondamentales afin d'y jouer un rôle actif.

Le CCI explique les manifestations actuelles de chaos grandissant au sein de la présente période à travers les caractéristiques de la décomposition du capitalisme. Les groupes politiques prolétariens ont du mal à saisir les fondements de notre analyse. C'est pourquoi, la confrontation des idées est plus que jamais indispensable. De ce point de vue, il faut saluer la polémique que la CWO a ouverte sur le sujet avec notre courant dans le numéro 59 de sa publication "Workers' Voice". Nous y répondons ici.

## "LA DECOMPOSITION DU CAPITALISME : UN ALIBI THEORIQUE ?" (\*)

Quel est le fond des arguments de la CWO ? Son souci principal est de réfuter l'analyse du CCI de la période actuelle comme étant celle de la décomposition du capitalisme. En premier lieu, le CCI est accusé d'utiliser ce concept de décomposition pour résoudre de façon cynique les contradictions supposées être contenues dans ses analyses des deux précédentes décennies, comme années de luttes de classe montantes :

"Et puis, soudainement, écrit la rédaction de "Workers' Voice", cette perspective (de la lutte de classe) a été abandonnée. Le poids cumulé de l'évidence contre celle-ci n'a pas eu grand-chose à voir là-dedans. En 1989, un alibi est arrivé, qui a permis au CCI de se sortir du pétrin. 'Le vent d'Est' et l'effondrement du stalinisme donnaient à la bourgeoisie les armes idéologiques pour dévoyer les luttes ouvrières. Apparemment, les ouvriers de l'Ouest, qui avaient lutté puissamment contre le capitalisme pendant vingt ans se sont brusquement arrêtés parce que la machine médiatique capitaliste avait été capable de mettre en travers de leur route le message selon lequel le communisme ne fonctionnait pas ! ... Le résultat de la présente vague de luttes s'était soldé par ... un match nul ! Ouf ! C'en est terminé ! Disons que ni le prolétariat ni la bourgeoisie n'ont été capables d'imposer leur volonté à l'histoire et que nous sommes arrivés à un point final... Maintenant tout ce que les révolutionnaires ont à dire, c'est que le monde s'enfoncé dans la décomposition et le chaos."

Ici, la CWO essaie de présenter nos arguments sous un jour ridicule afin de ne pas avoir à y répondre sérieusement. Mais est-il réellement si "fou" d'affirmer que la classe ouvrière a lutté puissamment contre le capitalisme pendant vingt ans ? La grève de masse de Pologne en 1980 inspirait tellement la CWO qu'elle appelait, de façon erronée et aventuriste, à la "révolution maintenant" sur la première page de "Workers' Voice" n° 4, pendant l'été 1981 : "Nous appelons les ouvriers de Pologne à prendre la route de la lutte armée contre l'Etat capitaliste...". Et ce qui est pire, cet appel était lancé après que le mouvement eut été saboté. De même, la CWO décrivait, dans le quarantième numéro de sa publication (avril-mai 1988), la grève générale de mai et juin 1968 en France comme "le premier réveil généralisé de la lutte de classe après les années de reconstruction d'après guerre (...)" le premier signe réel montrant que l'époque de contre-révolution touchait à sa fin (...)" un présage de l'affrontement révolutionnaire final".

Peut-être que la CWO ne veut pas traiter sérieusement de l'analyse que fait le CCI des vingt années passées de luttes de classe (dont les événements de 1968 en France et de Pologne en 1980-1981 ne sont que deux exemples) parce que cela révélerait, non pas une quelconque absurdité des conceptions du CCI, mais les contradictions flagrantes de ses propres analyses ? Celles-ci oscillent entre la reconnaissance de la résurgence de la lutte de classes en 1968 (avec cependant toutes sortes de surestimations volontaristes) et la négation de cette résurgence.

Le CCI a défendu de façon constante, depuis son origine en 1975, que la période actuelle depuis 1968, est celle d'une reprise de la lutte de classe. Contrairement à l'évocation complètement distordue de nos analyses que commet le récent texte de la CWO, nous n'avons jamais dit que cette reprise se déroulait de façon linéaire et ininterrompue, ou bien que c'était une période "prérévolutionnaire", ou encore que la révolution allait éclater dans les années 80.

Sans aucun doute, le développement de la décomposition capitaliste a créé de nouvelles difficultés pour le prolétariat, mais cela n'a pas changé fondamentalement le cours historique, qui reste ouvert vers des affrontements de classes.

Nous pensons que l'effondrement du bloc de l'Est et les événements qui en ont découlé, notamment les campagnes intensives suscitées par la bourgeoisie sur la mort du communisme, du marxisme et de la lutte de classe, ont causé un important mais temporaire reflux dans la conscience et la combativité de la classe ouvrière. Cela a indéniablement mis fin à la troisième vague de luttes des années 80 et a placé la classe ouvrière face à des conditions qui diffèrent largement de celles qui prévalaient dans les deux décennies précédentes. Mais encore une fois, cela n'a pas conduit à une défaite, au sens historique, de la classe ouvrière.

Dans une large mesure, le CCI explique l'entrée du capitalisme dans sa phase finale de décomposition non pas en jetant par-dessus bord ses analyses des vingt années précédentes mais à partir de la réalité de celles-ci. En effet, cette phase de décomposition "est déterminée fondamentalement par des conditions historiques nouvelles, inédites et inattendues : la situation d'impasse momentanée de la société, de 'blocage', du fait de la 'neutralisation' mutuelle de ses deux classes fondamentales qui empêche chacune d'elles d'apporter sa réponse décisive à la crise ouverte de l'économie capitaliste (...)" : l'incapacité de la bourgeoisie à

offrir la moindre perspective pour l'ensemble de la société et l'incapacité du prolétariat à affirmer ouvertement sa sienne dans l'immédiat ("La décomposition du capitalisme", dans "Revue Internationale", n° 57). En fait, contrairement à ce que proclame la CWO selon qui nous aurions inventé la théorie de la décomposition pour expliquer le reflux de la lutte de classes, le CCI avait déjà publié, au début 1989, une explication de cette théorie, avant que le reflux n'ait lieu, et dont est extrait le passage cité ci-dessus.

La CWO, qui, au moins dans sa dernière publication, ne reconnaît pas la résurgence de la lutte de classe depuis 1968, ne peut pas comprendre, et donc tourne en ridicule, la théorie de la décomposition du capitalisme. Mais c'est la CWO qui se rend elle-même ridicule et, ce qui est plus important, inapte à sa tâche en tant qu'organisation révolutionnaire, par des oscillations entre des surestimations et des sous-estimations dangereuses de la lutte de classe d'expliquer le changement énorme et sans précédent dans la situation mondiale depuis 1989.

## "MATERIALISME HISTORIQUE CONTRE MATERIALISME VULGAIRE" (\*)

"Le CCI, prétend le même texte de la CWO, n'a pas d'explication matérielle de ce qu'il entend par 'chaos'. Si l'on prend l'article de première page sur la Yougoslavie dans leur numéro de novembre 1991 (de "Word Revolution", publication du CCI en Grande-Bretagne), il nous est dit que derrière le chaos en Yougoslavie, il y a 'le chaos grandissant qui affecte le monde entier'. C'est cela la 'profonde analyse théorique' qui fait défaut aux autres groupes. La cause du chaos c'est... le chaos."

Il est évident que la CWO ne s'est pas donné la peine de revenir aux nombreux textes théoriques que nous avons écrits pour expliquer l'analyse de la décomposition du capitalisme, et qui ne peut pas être reprise à chaque article (voir en particulier "Revue Internationale", n° 62 et 64). Peu importe, nous allons nous efforcer de traiter de cette "critique" abrégée de la CWO, parce que c'est tout ce dont nous disposons. La CWO dit que le CCI n'explique pas les événements comme ceux de la Yougoslavie à partir des intérêts économiques de leurs protagonistes, déterminés par les conditions réelles prévalant à ce moment, mais à partir d'autre chose, du concept de décomposition, de chaos, qui, aux yeux de la CWO, est l'exemple même de l'idéalisme, du non-marxisme.

Si les conditions économiques immédiates de chaque événement ou série d'événements entrent nécessairement dans l'explication de ces événements, elles ne peuvent en aucun cas être SUFFISANTES. De telles explications, appuyées exclusivement sur les conditions économiques immédiates, sont peut-être du "matérialisme", mais pas le matérialisme du marxisme, qui s'efforce de situer chaque condition économique immédiate dans un contexte global et historique : c'est pourquoi le marxisme est souvent appelé matérialisme historique. Qui plus est, le marxisme ne considère pas les classes qui agissent sur la scène historique comme les simples jouets des intérêts économiques immédiats. Il comprend que les classes, qui sont déterminées par leur position dans les rapports de production, deviennent conscientes de cette position et de leurs intérêts, et luttent pour eux contre ceux des classes ennemies. En d'autres termes, elles deviennent des forces matérielles dans l'histoire, de leur propre fait. Ce facteur de l'histoire est tellement important pour le marxisme que Marx et Engels ouvrent le "Manifeste Communiste" par la phrase suivante : "L'histoire de toutes les sociétés qui ont existé jusqu'à nos jours est celle de la lutte des classes."

Sans CETTE analyse matérialiste, c'est-à-dire une analyse qui est à la fois historique et dialectique, la nature sans précédent des événements récents, y inclus ceux de Yougoslavie, ne peut tout simplement pas être expliquée de façon cohérente. Aujourd'hui, plus encore qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, où la politique étrangère de la bourgeoisie était essentiellement dictée par la recherche du profit immédiat, le matérialisme vulgaire défendu par la CWO ne peut conduire qu'à des schémas étroits, voire totalement erronés. Nous nous souvenons de la tentative de la CWO d'expliquer la guerre du Golfe par la défense des profits liés à la production de pétrole. La CWO a d'abord dit que la guerre était déclenchée pour des prix plus bas, puis pour des prix plus élevés, pour finir avec l'observation qu'aussi bien l'Irak que les USA avaient un intérêt dans le dernier cas de figure !

Pour expliquer les événements de Yougoslavie, ou ceux de l'ex-URSS, la méthodologie de la CWO n'est pas capable de se mesurer à la situation. Pourquoi, depuis 1991, la défense par les bourgeoisies croate et slovène, de leurs intérêts économiques immédiats a-t-elle pris la forme d'une lutte armée contre la bourgeoisie serbe pour la formation d'Etats nationaux séparés qui avaient jusqu'alors pu prendre place au sein de l'Etat yougoslave ? La raison est bien sûr liée essentiellement à l'effondrement du bloc de l'Est, avant qu'à des facteurs locaux plus spécifiques ; en d'autres termes, nous devons regarder au-delà des incidences strictement économiques.

Et ici, une question encore plus significative se pose : pourquoi est-ce que la crise économique mondiale, qui a touché les pays de l'Est avec une telle férocité, a conduit, non pas à la guerre impérialiste entre les deux blocs existants, mais à la désintégration complète de l'un de ces blocs, en contradiction complète avec l'issue des crises économiques précédentes de ce siècle ? Les réponses de la CWO à cette question sont de nouveau complètement incohérentes : dans le passé, elle attribuait l'absence d'une guerre mondiale au fait que la crise économique n'était pas assez profonde. Aujourd'hui, la crise s'est montrée suffisamment profonde pour aboutir à la décomposition d'un des deux blocs ennemis. Aussi, la CWO a dû changer de terrain pour se diriger vers la vision très "matérialiste" selon laquelle la bourgeoisie de l'URSS a simplement reconnu qu'elle ne pouvait pas gagner une guerre contre l'Ouest, et a fait le choix rationnel de "jeter l'éponge". Mais une telle vision nie la vision marxiste qui veut que la bourgeoisie est poussée à la guerre mondiale par les contradictions de son système, quels que soient les désastres que la guerre puisse lui infliger.

Sans le concept essentiel d'une impasse temporaire entre les classes ennemies face à la crise économique sur lequel

nous fondons les racines de notre analyse de la décomposition, la CWO se trouve sans explication face à cet événement historique sans précédent. La décomposition d'un bloc impérialiste entier n'a pas été un accident fortuit, mais le résultat d'une impasse existant au coeur même de la société capitaliste. Une impasse qui ne peut pas être expliquée par les seules conditions économiques - si important que soit le rôle qu'elles y ont rempli - mais par un facteur entièrement ignoré par la CWO : celui du rapport de forces historique entre les classes.

## LA CWO SOUS-ESTIME LE CHAOS AUQUEL FAIT FACE LE CAPITALISME MONDIAL

C'est cet arrière-plan de décomposition capitaliste de la société, où la pourriture et l'enfoncement dans le chaos sont devenus des caractéristiques dominantes, sur lequel le CCI insiste pour qu'il soit utilisé dans l'explication de la réalité quotidienne, de façon réellement marxiste. Sans ce cadre de compréhension du chaos, les communistes tomberont dans des contradictions encore plus graves, oscillant d'un instantané empirique de la situation à un autre, processus dont la CWO est déjà devenue la victime. Dans un article antérieur à celui auquel nous répondons ici, dans "Workers' Voice" n° 49 (décembre 1989), nous lisions :

"L'effondrement naissant de l'ordre mondial créé à Yalta (...) a ouvert la possibilité de nouvelles rivalités et de nouvelles guerres dans la mesure où les différents partenaires des anciennes alliances manœuvrent pour s'octroyer le plus d'avantages possibles."

Et dans la même page, nous apprenions cependant que : "Aujourd'hui, la tendance à la remise en cause des frontières nationales s'est accélérée... Malgré que l'Etat continue de diriger l'activité économique, il le fait dans un contexte nouveau de recherche de coopération internationale."

Cette complète contradiction entre, d'une part, un avertissement correct à la classe ouvrière contre le danger de conflits impérialistes débridés et, d'autre part, la tendance à la bercer avec le mythe de l'harmonie entre les nations se retrouve dans la récente polémique de la CWO contre le CCI. Là, on reconnaît la décomposition de la Yougoslavie, mais on l'explique comme une tendance à la recomposition d'un bloc impérialiste : l'Europe :

"C'est une décomposition des Etats les plus faibles avec pour objectif le réalignement sur les plus forts afin d'alléger leurs problèmes économiques. En même temps, il y a un processus d'intégration grandissant en Europe. Le marché unique, la monnaie unique, la fédération européenne, représentent la mise en place d'un nouveau bloc de dimension mondiale fondé sur l'Europe ; c'est le contraire du chaos."

La CWO peut bien reconnaître la décomposition de la société capitaliste, empiriquement, là où elle est assez évidente, mais, à défaut d'une approche réellement marxiste, la CWO ne peut la découvrir ailleurs quand les mensonges de la presse bourgeoise la cache. Cette organisation est ainsi devenue la dupe de toute la propagande capitaliste, qui ne fait que parler à longueur de colonnes de l'unité européenne - au moment même où les rivalités impérialistes entre les anciens alliés européens du bloc de l'Ouest deviennent chaque jour plus aiguës !

Cette vision est dangereuse car elle tend à sous-estimer la gravité de l'horreur qui va toucher les prolétaires au coeur de l'Europe. Là où le CCI voit le développement du chaos et la tendance à la généralisation de guerres entre nationalités, la CWO aperçoit un phénomène ponctuel et momentané qui devrait aboutir à un nouveau "réalignement" en Europe : "une fédération vers la paix".

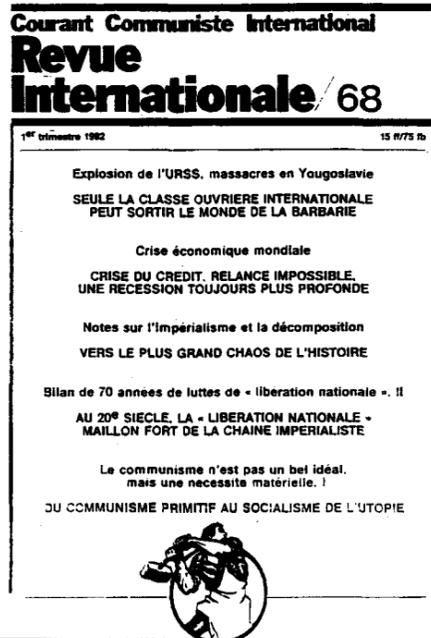
Quant à nous, nous mettons en garde le prolétariat contre les dangers qui le guettent.

En essayant de dénoncer l'analyse du CCI sur la période présente de décomposition capitaliste comme un "alibi" pour des erreurs supposées avoir été faites auparavant, comme idéalistes ou simplement une folie, la contribution de la CWO au nécessaire débat entre révolutionnaires reste sérieusement amoindrie, même si elle expose ses propres faiblesses.

Pendant, si difficile que ce débat puisse paraître, il ne doit pas être abandonné. La confrontation des positions politiques, auquel la présente réponse est consacrée, doit être continuée et renforcée.

(D'après "Word Revolution", n° 151.)

(\*) Intertitres empruntés à la rédaction de "Workers' Voice".



# Comme l'URSS stalinienne, comme la Chine..., CUBA N'A JAMAIS ETE SOCIALISTE

■ "Défendre Cuba, dernier bastion du communisme", tel est l'axe d'une campagne que, en différents pays, lancent en ce moment les organisations de la gauche du capital. Au Mexique, la bourgeoisie de gauche "en solidarité avec le peuple cubain" a organisé une collecte de fonds en vue d'offrir à Cuba le volume de pétrole équivalant à la cargaison d'un pétrolier. En France, le PCF, dernier défenseur de la "patrie socialiste cubaine" stalinienne, a lui aussi mis la main à la pâte avec son opération charitable : "un bateau pour Cuba". Tout ce bruit soulevé par les groupes staliniens, ex-staliniens ou trotskistes est l'une des dernières cartes qu'ils essaient de jouer pour continuer à justifier l'idée selon laquelle les ouvriers doivent "défendre" les ultimes régimes staliniens. Mais il participe surtout à l'intense matraquage idéologique que la bourgeoisie du monde entier développe depuis deux ans en proclamant la "mort du communisme" sur les ruines de l'ex-bloc de l'Est et de l'ex-URSS. Car appeler à "la défense du dernier pays communiste" ou se réjouir de la "fin du communisme" sont deux aspects du même mensonge, le plus vil jamais répandu dans l'histoire, celui qui consiste à faire croire que la nature des régimes de l'ex-URSS et des pays européens de l'ex-bloc impérialiste de l'Est, de la Chine, du Vietnam ou de Cuba, étaient ou demeurent "socialistes".

Cette campagne, menée par la gauche du capital et les gauchistes pour défendre "la patrie socialiste contre l'impérialisme yankee" est emprunte d'un tel chauvinisme, salit si ignominieusement l'internationalisme prolétarien et déforme à ce point l'histoire de la lutte de la classe ouvrière (en faisant passer un mouvement bourgeois - la prétendue "révolution cubaine" - pour une expérience du prolétariat, que les ouvriers devraient défendre en raison de ses "acquis") qu'il est nécessaire de la dénoncer spécialement.

## LA "REVOLUTION CUBAINE", UN MOUVEMENT BOURGEOIS DU DEBUT A LA FIN

Il y a une différence fondamentale, de nature et de classe, entre la révolution russe et la prétendue révolution cubaine : en 1917, au sein d'une vague révolutionnaire internationaliste qui secouait alors le monde, la classe ouvrière de Russie prenait le pouvoir à la bourgeoisie. Par contre à Cuba, en 1959, c'est simplement une fraction de la bourgeoisie qui s'est substituée à une autre avec le souci de sauver le capital national (1). Il suffit alors d'un simple décret pour que, en pleine époque de la guerre froide, le "socialisme" à la cubaine soit instauré par le régime de Castro.

Le mouvement armé appelé "révolution cubaine" n'eut, ni par son programme, ni par l'idéologie de ses dirigeants, ni par la nature de ses protagonistes ou par ses résultats, rien, absolument rien, de socialiste. De l'assaut de la caserne Moncada jusqu'à nos jours, la "révolution cubaine" a été dominée par l'objectif de défendre et de développer le capital national cubain. Avec le renversement de Batista apparaît la volonté de mettre en oeuvre un programme de nationalisations et l'établissement d'une économie centralisée, conséquence obligée de la faiblesse congénitale de la bourgeoisie cubaine.

Ce programme représentait les aspirations des secteurs les plus radicaux de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie de l'île, et trouva son agent d'exécution dans le "Mouvement du 26 juillet", d'origine typiquement petite-bourgeoise. Cette "révolution" était si peu communiste que, quatre mois après le renversement de l'ancien dictateur, en avril 1959, Castro pouvait encore déclarer à New York : "Je dis d'une manière claire et nette que nous ne sommes pas communistes. (...) Les portes sont ouvertes pour les investissements privés qui contribuent au développement de l'industrie à Cuba. (...) Il est absolument impossible que nous avançons si nous ne nous entendons pas avec les Etats-Unis." (2)

La dynamique des événements à Cuba démontre une fois de plus la limite des rêves des bourgeoisies nationales du tiers-monde à l'époque historique de la décadence du capitalisme : l'impossibilité d'accéder à une réelle indépendance nationale, c'est-à-dire de se soustraire à la férule de l'une ou l'autre des grandes puissances impérialistes.

Prisonnier de ses aspirations nationalistes, coincé au milieu des luttes entre le bloc de l'Ouest et celui de l'Est, le régime de Fidel Castro commença à contrarier quelque peu les intérêts des Etats-Unis lorsqu'il établit des relations commerciales avec Moscou et entreprit la nationalisation des raffineries pétrolières américaines qui refusaient de traiter le pétrole en provenance d'URSS. La réplique de l'oncle Sam fut un embargo économique et le soutien au débarquement de bandes de mercenaires, rivaux cubains de Castro, à El Escambray et dans la baie des Cochons. Ces événements précipitèrent le régime cubain dans les bras de l'URSS - l'autre grande puissance capitaliste, qui, à l'époque, pouvait encore disputer aux Etats-Unis la prédominance mondiale - et ouvrirent la voie à l'instauration à Cuba d'un régime de type stalinien. C'est cette forme de capitalisme d'Etat qui, le 1er mai 1961, fut proclamée "république socialiste de Cuba".

## FIDEL CASTRO : FIDELE SERVITEUR DE L'IMPERIALISME RUSSE

A partir de ce moment, Castro et son "Cuba socialiste" se convertissent en fer de lance de l'offensive impérialiste de l'URSS contre son rival américain :

- installation en territoire cubain de fusées russes pointées sur les Etats-Unis ;

- fourniture d'armes et entraînement d'éléments de la petite-bourgeoisie qui s'enrôleront dans les mouvements guérilleros. Ceux-ci, qui poussaient alors comme des champignons en Amérique Latine, aspiraient à propager le mensonge cubain et étendre l'influence de l'URSS dans la région ;

- appui militaire aux régimes "de gauche" africains, sous domination russe, comme celui du "camarade" Mugabe du Zimbabwe, qui, depuis son arrivée au pouvoir, avait averti les ouvriers de ce qui les attendait : interdiction des grèves, sacrifices pour la "reconstruction nationale", et mitraille pour ceux qui refusaient ;

- enfin alimentation en chair à canon de la guerre de l'Angola contre l'Afrique du Sud, avec l'envoi au casse-pipe de milliers d'ouvriers et paysans cubains. Le plus répugnant de tout fut que ce sacrifice des travailleurs cubains pour la défense de la dernière zone d'influence de l'impérialisme russe en Afrique a été appelé par Fidel Castro "internationalisme prolétarien" !

## LA "REVOLUTION CUBAINE" CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

La fidélité de Castro à son maître lui valut un traitement spécial. L'"aide" de l'URSS a été à la base des prétendus "acquis de la révolution cubaine".

Au sujet de ces "acquis", en matière d'enseignement ou de santé, il faut affirmer clairement qu'en soi, il ne s'agit nullement d'une preuve de l'existence du socialisme. Ce type d'amélioration ne fait que correspondre aux besoins du capital en force de travail plus ou moins qualifiée et en bonne santé. L'Inde est, pour donner un exemple, le troisième pays du monde pour son nombre d'ingénieurs, et ce n'est pas pour cela qu'on la considère "socialiste".

Au bout du compte, la crise inéluctable du capitalisme se charge de faire un sort à ce genre d'"acquis", et ce dans tous les pays. Et c'est bien ce qui se passe aujourd'hui à Cuba : l'effondrement de l'URSS entraîne la fin de l'"aide" et l'écroulement comme un château de cartes des fameux "acquis socialistes".

La crise frappe désormais ouvertement et implacablement à Cuba et ce sont les ouvriers qui paient la note. Avec une dette de 8 milliards de dollars envers l'Occident et de 24 milliards de dollars vis-à-vis de l'ex-URSS, avec l'arrêt des livraisons de pétrole russe - sans compter que le régime de Castro ne peut plus espérer en réexporter une partie pour se procurer des devises - , les usines qui tournaient déjà à la moitié de leur capacité commencent à s'arrêter. Faute de combustible, la force de travail se substitue aux moteurs arrêtés, ce qui signifie que l'exploitation des ouvriers redouble.

Les conditions de vie générales de la population ouvrière deviennent terribles : la moitié des camions ne roule plus ; les aliments auparavant rationnés, comme le poulet ou la viande, ont désormais disparu ; le lait, par manque, est réservé aux enfants en bas âge ; quant aux autres produits, comme les vêtements, les livres ou le papier, ils n'existent plus que dans les rêves des Cubains.

La pénurie actuelle fait ressortir les différences de classes. Ainsi, l'armée, sur laquelle s'est toujours appuyée la domination castriste, ne subit pas les privations de la population ouvrière.

## L'AVENIR DE LA "REVOLUTION CUBAINE"

Devant la perspective d'être entraîné à son tour dans l'abîme, de connaître le sort de l'URSS, le régime de Castro essaie de sauver son existence. C'est ce que Fidèle appelle "le salut de la patrie, de la révolution et du socialisme".

Les récentes entrevues de Castro avec quelques chefs d'Etat d'Amérique Latine, dont le président du Mexique, montrent que le "commandante" tente de jouer maintenant le rôle d'une espèce de "Gorbatchev tropical", prêt à retourner dans le giron de l'hégémonie nord-américaine.

Le radicalisme de façade de la clique du dictateur cubain n'a pas empêché celle-ci d'accélérer, depuis plusieurs années, ses efforts pour promouvoir les investissements de capitaux d'origine occidentale, en particulier dans "le secteur du tourisme", manière hypocrite pour désigner la prolifération de casinos et cabarets, qui constituent une de ses principales sources de revenus.

Castro disait récemment : "La coopération socialisme-capitalisme est possible. (...) Dans aucun livre de Marx, Engels ou Lénine, on ne dit que les pays peuvent se développer sans capital, sans technologie et sans marché (3)". Ce n'est certes pas en proférant de telles inepties que le sinistre barbu va sauver l'économie cubaine de la crise. La pérestroïka à la tropicale a toutes les chances d'être aussi peu efficace que ne l'a été son modèle en URSS. La politique d'investissements à Cuba, dans laquelle les USA cherchent à impliquer le Mexique et d'autres pays du continent américain, a pour seul motif de créer des digues face aux migrations massives vers les Etats-Unis des populations fuyant la misère insupportable qui se développe en Amérique Centrale et dans les Caraïbes.

C'est cela le "socialisme à la cubaine" et les "acquis de la révolution castriste" que des charognards comme le PCF ou les gauchistes appellent les ouvriers à défendre : la misère sans fard et l'horreur, comme partout ailleurs dans le monde capitaliste.

(D'après la publication au Mexique du CCI, "Revolucion Mundial", n° 9, janvier-février 1992.)

(1) Le fait qu'en Russie, le triomphe de la contre-révolution stalinienne, comme conséquence essentiellement de la défaite de la vague révolutionnaire mondiale, ait donné le jour au même type de capitalisme d'Etat qu'à Cuba n'enlève rien à cette différence entre la révolution prolétarienne d'Octobre 17 en Russie et un simple coup d'Etat à Cuba en 1959.

(2) R. Dumont, "Cuba est-il socialiste ?", Edition Tempo Nuevo.

(3) Journal "La Jornada", 3 novembre 1991.

## LISEZ LE MANIFESTE DU 9e CONGRES DU CCI

# "Révolution communiste OU destruction de l'humanité"

(Disponible sur commande : 3 F.)

## PUBLICATIONS :

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

**ACCION PROLETARIA**  
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

**INTERNATIONALISME**  
BP 1134, BXL 1  
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

**INTERNATIONALISM**  
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

**INTERNACIONALISMO**  
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

**INTERNATIONELL REVOLUTION**  
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

**RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE**  
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

**WERELD REVOLUTIE**  
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

**WORLD REVOLUTION**  
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

**WELTREVOLUTION**  
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

**REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)**  
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600  
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

**COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)**  
(publication en langue Hindi)  
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

**ABONNEMENTS ET VERSEMENTS** par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

**REVOLUTION INTERNATIONALE**  
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

## ABONNEMENTS :

**ABONNEMENT SIMPLE** : 12 numéros du journal : FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F  
**ABONNEMENT SIMPLE** : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE : FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F  
**ABONNEMENT COUPLE** (journal + revue) : FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F  
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal ;

**ABONNEMENT DIFFUSEUR** : Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :  
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.  
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

## BROCHURES :

**LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**NATION OU CLASSE**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE**  
30F + 3F pour frais d'envoi  
**PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE**  
15F + 3F  
**LA DECADENCE DU CAPITALISME**  
15F + 3F  
**L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION**  
20F + 6F pour frais d'envoi  
**BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE**  
15F + 3F pour frais d'envoi  
**BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)**  
10F + 6F pour frais d'envoi  
**GUERRE DU GOLFE**  
15F + 6F pour frais d'envoi  
**LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE**  
80F + 12F pour frais d'envoi  
**LA GAUCHE HOLLANDAISE**  
120F + 12F pour frais d'envoi  
**L'EFFONDREMENT DU STALINISME**  
20F + 6F pour frais d'envoi

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : ISSN 0336 464 X

**DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.**  
Imprimerie G. Tautin. 9, cité Beauharnais 75011  
Directeur de la publication : D. Van Celst  
Numéro de Commission paritaire : 54267

# LE CAPITALISME SIGNE SA FAILLITE

■ Depuis la mi-1990 (c'est-à-dire avec l'intervention des troupes irakiennes au Koweït) et pendant pratiquement toute l'année 1991, les experts bourgeois relayés par les médias aux ordres n'ont cessé d'affirmer que la cause majeure de l'entrée en récession était due au manque de confiance des investisseurs vis-à-vis d'une conjoncture dominée par la crise du Golfe.

## LA BOURGEOISIE A TOUJOURS MENTI SUR LES CAUSES DE LA CRISE

Merci Saddam, le prétexte à des millions de licenciements était tout trouvé. L'accentuation de la misère pour les 28 millions de chômeurs des pays de l'OCDE et pour les millions d'autres exploités jusqu'à la corde dans les bagnes industriels avait un visage : celui de Saddam-Hitler-Husseïn. Pourtant, force est de constater qu'un an après l'horrible carnage qui fit plus de 500 000 morts, les centaines de milliers d'annonces de mise à la rue, faute de travail, n'en finissent pas de tomber. La reprise tant annoncée après la "juste guerre" menée pour la "défense du nouvel ordre mondial", n'est pas au rendez-vous. N'était-ce pas, pourtant, l'affaire de 3 ou 4 mois tout au plus ? Assurément et on nous l'a répété cent fois ! En réalité, l'accélération de la crise avait commencé bien avant la date du 2 août 1990 car telle n'en était pas la cause. Il est donc normal qu'elle se poursuive aujourd'hui. Il s'agissait bel et bien, plutôt, d'une nouvelle convulsion de l'économie capitaliste et de sa crise, véritable cancer généralisé de la misère pour toute l'humanité, qui gagne désormais toutes les parties de la planète.

L'ampleur de la cinquième récession ouverte dans laquelle nous sommes de nouveau rentrés après celles de 1967, 1970-71, 1974-75 et la dernière, de 1980-82, est extrême. Malgré tout, la bourgeoisie, quand bien même le camouflage du désastre est-il impossible, n'hésite pas à nous resservir d'autres discours mensongers sur les causes de la crise, et ce n'est pas la première fois. Déjà au début des années 70, l'augmentation des prix du pétrole avait eu bon dos. De même n'était-ce pas la troisième révolution industrielle, celle de l'informatique, qui, par la mutation de l'industrie qu'elle engendrait, provoquait un chômage qui devait rester passager ? Oui, la bourgeoisie le prétendait, mais le chômage n'a pas cessé d'augmenter. Ainsi, d'après un rapport de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) rendu public le 27 janvier 1992 : "L'industrie retrouve les tendances au ralentissement à l'oeuvre avant la guerre du Golfe."

Actuellement en France, il y a très officiellement 2 826 900 demandeurs d'emploi et, rien que pour l'année 1991, 307 200 supplémentaires. 25% des entreprises françaises, soit 43 900, ont connu des défaillances durant l'an passé, et cela s'est, entre autres effets, traduit par une explosion du chômage partiel : de 2,4 millions de journées en 1990, il est passé à 7,5 millions en 1991, soit trois fois plus. Bien sûr, cette aggravation ne concerne pas que la France.

Aux Etats-Unis, l'année 1991 enregistre à elle seule 1,4 million de chômeurs en plus (soit 2,4 millions depuis le début de la récession). 24 millions d'Américains reçoivent des bons d'alimentation, mais le pire reste encore à venir. Par exemple, 482 000 personnes vont être licenciées par le Pentagone d'ici à quatre ans. Voilà, pour la classe ouvrière, la prospérité annoncée, les "dividendes de la paix".

De même en Allemagne, première puissance industrielle d'Europe, l'unification ne suffit plus à faire tourner à fond l'appareil productif, qui fait les frais de la récession mondiale. On note, uniquement pour le mois de janvier 1992, une progression de 140 000 chômeurs à l'ouest et de 305 000 dans l'ancienne RDA. Et ce n'est pas fini, Mercedes, BMW, véritables symboles de dynamisme du capital germanique, annoncent respectivement 20 000 et 3000 suppressions d'emplois.

Pour ce qui concerne le Japon, l'autre bon élève de la classe capitaliste, si la croissance reste encore positive, celle-ci a fléchi durant les trois derniers trimestres de l'année 1991.

C'est la première fois depuis 1986. Les principaux groupes japonais connaissent une baisse sensible de leurs résultats. Toshiba prévoit que ses bénéfices vont s'effondrer de 64% pour l'année fiscale 1991-1992. La baisse devrait atteindre 50% chez Hitachi et 30% chez Matsushita. Plus grave encore est la situation de Sony, qui a annoncé la première perte d'exploitation de son histoire : 830 millions de francs (contre un bénéfice de plus de 3 milliards de francs l'an passé). Oui, même eux, personne n'est épargné !

## La bourgeoisie se débat dans l'impuissance

■ Ces derniers mois, les réunions entre grands pays industrialisés se succèdent pour tenter de freiner la chute inexorable de l'économie capitaliste mondiale. Ainsi, la réunion du groupe des sept pays les plus "riches" (G7) qui s'est tenue le 25 janvier dernier à New York s'était fixé comme objectif de coordonner les politiques économiques afin de "relancer la croissance". Qu'en est-il sorti ?

Comme l'a si bien résumé le ministre allemand : "Tous les participants sont convenus que chaque pays devait chercher sa propre réponse en matière de politique fiscale, financière et monétaire et que rien ne pouvait être imposé à ces pays." En d'autres termes, chacun fait ce que bon lui semble pour les intérêts de son capital national.

Ainsi, ces derniers mois, alors que les USA ne cessaient de baisser le taux d'escompte fédéral pour le ramener en un an de 6,5% à 3,5% (son plus bas niveau depuis 1964), tentant désespérément de relancer la machine économique, dans le même temps, l'Allemagne faisait tout le contraire, élevant son taux directeur à 9,75% (son plus haut niveau des années 80) pour freiner l'inflation et pour attirer les capitaux étrangers afin de financer la réunification.

Mais non seulement une politique économique commune est de plus en plus difficile à envisager entre tous ces requins capitalistes, mais déjà aujourd'hui, ceux-ci se livrent à une guerre économique sans merci. Les USA, qui ne peuvent plus imposer leurs vues sur leurs anciens alliés maintenant que le bloc occidental a disparu, mettent tout leur poids dans les "négociations" avec leurs partenaires économiques. C'est ce qu'on a vu lors des réunions du GATT, où ils exercent des pressions immenses pour que l'Europe démantèle son système de subventions à l'agriculture afin d'imposer leurs propres marchandises. On l'a vu aussi avec Bush, qui, lors de son récent voyage en Extrême-Orient, a clairement menacé le Japon de mesures protectionnistes si ce dernier ne faisait pas un effort pour s'ouvrir davantage aux produits américains.

Ainsi, face à la faillite économique de son système, la bourgeoisie mondiale avoue clairement aujourd'hui son impuissance et ne peut qu'étaler au grand jour ses propres déchirements.

Malgré cela, une seule chose reste sûre : partout elle va chercher à pressurer encore plus la classe ouvrière. A cette dernière, il revient de défendre ses intérêts et de refuser les sacrifices que la classe dominante va tenter de lui imposer. Mais surtout, il lui incombe de prendre conscience de la faillite irrémédiable du capitalisme afin de mettre à bas ce système sans avenir.

Tous les géants trinquent, tous les veaux d'or du monde capitaliste annoncent des milliers de suppressions d'emplois pour 1992 : IBM (20 000), United Technology (14 000), Mac Donnell Douglas (6000), General Motors (74 000), ATT (14 000), Pirelli (6000), Usinor (8000). En un mot, c'est le coeur, le moteur du capitalisme mondial, qui est attaqué. La bourgeoisie ne manque toutefois pas d'explications. Les géants de ces monstres sacrés du capital pur et dur sortis des "meilleures écoles de gestion du monde" présentent l'écroulement de leurs entreprises comme étant des mesures de "restructuration" visant à mieux les "adapter". Rien n'est plus faux ! Il ne s'agit pas de restructurations pour mieux redémarrer (ça fait plus de dix ans qu'on nous sert le mensonge

de la restructuration) mais d'inévitables amputations pour tenter d'échapper, illusoirement, à la gangrène. L'économie capitaliste mondiale est en faillite. Elle s'écroule chaque jour un peu plus, précipitant dans le désespoir une multitude de vies humaines, incapable qu'elle est d'écouler ses produits sur un marché mondial trop petit.

Mais que va-t-on à présent nous asséner comme autres mensonges alors que les entreprises les plus performantes du monde prennent l'eau. On nous avait dit : si l'économie des pays de l'Est s'effondre, c'est parce qu'elle n'est pas capitaliste. On nous avait aussi dit : si l'économie des pays sous-développés s'écroule, c'est parce que, là-bas, leurs gouvernements corrompus et "arriérés" ne savent pas y gérer le capitalisme.

Eh bien, la bourgeoisie, ses écrivassiers et autres larbins de journalistes ne manquent pas d'idées.

## POUR LA CLASSE EXPLOITEE, IL N'Y A PAS D'AUTRE CHOIX QUE DE LUTTER

Dernièrement, à les en croire tous, après Saddam Hussein, c'était au tour des ouvriers allemands de constituer les principaux obstacles à une nouvelle reprise de l'économie mondiale. Pourquoi ? D'abord parce que leurs revendications salariales, satisfaites en partie, risquaient de faire croître dangereusement l'inflation et le déficit de l'Etat allemand (alors que, par ailleurs, leur pouvoir d'achat s'est trouvé attaqué par le développement de l'inflation et l'augmentation des impôts qui ont servi à financer l'unification).

Ensuite, parce que, de ce fait, pour éviter une dépréciation du mark, la Bundesbank a dû relever ses taux d'intérêt.

Première conclusion de cette brillante démonstration : c'est l'"égoïsme" des ouvriers allemands, "qui ne pensent qu'à leurs salaires", le responsable du crédit plus cher, donc des difficultés de la reprise en Allemagne... mais aussi en France. En effet, pour protéger le franc vis-à-vis du mark, la Banque de France a dû, à son tour, relever ses taux d'intérêt. C'est donc encore la faute de l'ouvrier allemand si, le crédit devenant plus cher en France, le ménage ouvrier français a de plus en plus de mal à rembourser sa voiture ou sa maison, le patron à investir, et donc à embaucher. La boucle est bouclée ! Deuxième conclusion : ouvriers, ne revendiquez pas, vous aggraveriez votre sort !

Vraiment, la bourgeoisie ne manque pas de culot : accuser ceux qui font les frais de la crise d'en être les responsables ! Mais, même cela, ce n'est pas nouveau. Déjà en 1968, la bourgeoisie n'avait pas hésité en France à faire porter aux ouvriers le chapeau de l'entrée en récession, en affirmant que c'était les augmentations accordées qui avaient précipité la crise alors que c'est complètement faux et que celles-ci ont été très rapidement annulées par l'inflation. Mensonges, mensonges ! La classe ouvrière ne doit pas se laisser mystifier par tous ces discours. Elle doit refuser de faire le moindre sacrifice au nom de l'intérêt national. Elle doit comprendre que c'est la faillite irrémédiable de l'économie capitaliste qui est responsable non seulement du chômage et des famines mais aussi de la barbarie guerrière. Il faut que la classe ouvrière s'enlève de la tête toute illusion de sortir de la crise. Il n'y a pas d'autre choix possible que se préparer à lutter dès à présent contre les terribles plans d'austérité que le capitalisme en crise lui impose.

Les combats de la classe ouvrière contre la misère, notamment dans les grandes métropoles occidentales, ne sont pas seulement une lutte pour la défense des conditions de vie immédiates. Refuser les sacrifices, c'est refuser de faire les frais de la crise et de servir de chair à canon pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres.

Il faut que le prolétariat n'ait confiance qu'en ses propres forces, qu'il ne compte que sur lui-même et non pas sur les organes de sabotage des luttes que sont les syndicats. Il doit se préparer, à travers le développement de luttes toujours plus massives et unies, à renverser ce système infernal.

Greg  
29.02.92

## NOS POSITIONS

\* Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

\* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

\* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'Est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

\* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à

une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

\* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

\* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

\* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

\* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation

syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

\* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

\* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

\* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

\* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

\* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITE

. La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

. L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

. Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

## NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.